l'éditorial d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1557 - 15 mai 1998 - prix : 9 F

30 ans après mai 68...

PLUS QUE JAMAIS UNE SOCIÉTÉ À CHANGER



les 30, 31 mai et 1<sup>er</sup> juin LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE à Presles (Val d'Oise)

#### SOMMAIRE

#### **Discussion LO-LCR**

 La responsabilité des révolutionnaires, c'est de rester sur le terrain de la classe ouvrière
 Une rencontre LCR-LO

#### Tribune

 Quand la droite et la gauche, en bonne cohabitation, armaient des bandes fascistes

#### Leur société

- 6 Strauss-Kahn et les impôts
   Manifestation des sanspapiers le 16 mai
- 7 Sécurité sociale : retour à l'équilibre financier mais à quel prix?
- Chômage: statisticiens et gouvernants en parlent, c'est plus facile
  Sommet historique
- pour l'indice boursier

  11 Contaminé par le profit

#### Dans le monde

- 8 Italie : la catastrophe de Sarno
- Grande-Bretagne : la vraie «popularité» de Tony Blair
- 9 L'impérialisme britannique au Sierra-Leone
- 10 États-Unis : l'économie fait le plein de petits boulots – Fusion Daimler-Chrysler
  - OMS : selon que vous serez riches ou pauvres...

#### Enseignement

- 1 Les enseignants du 93 toujours mobilisés
- Allègre et les emploisjeunes

#### Pans les entreprises 12 - SNCF :

- La journée du 13 mai • Les mauvaises surprises de «Découverte»
- 13 SNCF : 3 jours de grève aux guichets de la Gare de Lyon
  - Crédit Lyonnais : tous d'accord contre nos emplois
- 14 Peugeot-Poissy (78) : la flexibilité sur le dos des ouvriers
  - Sollac-Montataire (60) : Mer de PDG
  - Rhône-Poulenc Pontde-Claix (69): payer des amendes pour ne pas embaucher
  - Les bonnes affaires de Renault

#### Anniversaire

5 – Mai 68 à la mode d'aujourd'hui

#### La Fête de

Lutte Ouvrière
6 – Dans deux semaines,
la fête!

### Assises de l'Innovation

# JOSPIN N'INNOVE PAS: IL ARROSE LE PATRONAT prit d'entreprise », Jospin en a

Rendant compte des Assises de l'Innovation présidées par Jospin, le quotidien économique Les Échos du 13 mai écrivait : «Les participants, chercheurs ou industriels, (...) n'en croyaient pas leurs oreilles. Rarement un gouvernement, qui plus est de gauche, n'était allé aussi loin dans l'apologie de la libre entreprise, de la prise de risque et des vertus entrepreneuriales».

En fait, le Premier ministre a annoncé tout un train de mesures en faveur des patrons, sous prétexte d'aider l'innovation, la recherche et les nouvelles technologies.

Tout d'abord, l'État va faciliter le passage au privé de chercheurs du secteur public. Pour cela, un «fonds d'amorçage» de 100 millions est débloqué en 1998, les «collectivités locales (étant) invitées à s'associer à cet effort». Plus fort encore, un milliard de francs va être dégagé pour généraliser la mise en commun des travaux de laboratoires publics et privés. Comme dans le domaine des télécoms, du génie génétique ou de la médecine où cela se pratique à grande échelle, les fonds publics serviront donc à alimenter les profits capitalistes, l'exploitation industrielle de la recherche étant quasi exclusivement aux mains de groupes privés.

Jospin ne manque pas de cynisme quand il vante la «prise de risque» par les «entrepreneurs». Mais il dirige une majorité dite de «gauche plurielle» et il doit noyer le poisson pour que le quotidien du PCF, L'Humanité, puisse titrer de façon anodine : «Aider l'innovation pour soutenir la croissance». Le ministre de l'Éducation et de la Recherche

peut, lui, s'exprimer plus crûment. Lors de ces Assises, Allègre a été vivement applaudi, selon la presse, quand il a dit que «gagner de l'argent n'est pas honteux, c'est servir son pays!».

Strauss-Kahn, de son côté, a affirmé sur le même registre qu'il faut «réconcilier les Français avec l'innovation et le risque» en offrant «une espérance de revenu élevé». Les Français auxquels s'adresse le gouvernement ne sont pas Monsieur-Madame tout le monde, mais des patrons petits et grands. C'est à eux que le ministre de l'Économie a promis d'étendre les déductions fiscales pour des investissements dans des entreprises dites «innovantes et à risque», et un «dis-

positif fiscal» annulant partiellement leurs pertes en cas d'échec desdites entreprises.

Le «risque» – bien mince – que prendraient les capitalistes a bon dos. Strauss-Kahn a déjà usé de ce prétexte pour lancer de nouveaux contrats d'assurance-vie qui, dit-on, font un tabac dans les milieux boursiers. Et pour cause: les «contrats-DSK», selon les initiales de ce ministre, exonèrent d'impôts les profits réinvestis dans des entreprises dites «à risque». Dans la foulée, Jospin a annoncé que les entreprises investissant dans la recherche auront droit à un crédit d'impôts sur cinq ans, dès 1999.

Cette longue liste de nouveaux cadeaux au patronat n'est pas close. Quitte à vanter «l'esprofité pour «réhabiliter les stock-options au nom de l'innovation», a titré un quotidien économique. Les stock-options permettent aux dirigeants de sociétés de s'accorder des actions sans les payer et de les vendre quand les cours sont au plus haut. Jospin avait dénoncé ce système comme «immoral» durant la présidentielle de 1995, Balladur en ayant personnellement profité. Du coup, en 1996, la droite avait soumis les stock-options à des charges sociales. Les en exonérer, voilà ce qu'envisage de faire le gouvernement pour les entreprises de moins de quinze ans, sous prétexte de «risques» pris pour «innover»!

Pierre LAFFITTE

### Le PCF, l'euro et le gouvernement VOUS AVEZ DIT «COHÉRENTS»?

L'Humanité du lundi 11 mai s'est félicitée de ce que, la veille, le ministre de l'Économie, Strauss-Kahn – invité à l'émission de Michel Field sur TF1 –, ait déclaré que «les communistes sont cohérents » à propos de l'Europe.

Et L'Humanité de citer le ministre : les dirigeants du PCF «sont contre l'euro, ils l'ont dit; ils savaient que nous le ferions, quand le vote s'est présenté, ils ont voté contre». C'est effectivement logique puisque, dans sa presse, ses tracts, les déclarations de ses dirigeants, le PCF présente l'Europe, Maastricht, l'euro et maintenant Amsterdam comme responsables des politiques d'austérité qui frappent les travailleurs.

Mais, si la direction du PCF

croit à ce qu'elle martèle depuis des années, pourquoi a-t-elle décidé de participer à un gouvernement dont elle savait qu'il ferait l'euro? Où est la cohérence, sont en droit de demander les militants et sympathisants du PCF auxquels la direction de ce parti n'a cessé de décrire cette Europe et sa future monnaie comme des ennemis à combattre?

À moins que la cohérence soit à chercher ailleurs: dans le choix – qu'il n'est pas question de remettre en cause, dit et redit Robert Hue – de participer au gouvernement. Et les socialistes sont d'autant plus prêts à laisser les députés du PCF voter contre l'euro que cela n'a aucune conséquence pratique et que, en montrant du doigt l'euro, Maastricht ou Bruxelles, la direction du PCF

dresse un écran de fumée devant les yeux des travailleurs.

Aidée par les gouvernements qui se succèdent à son service, la bourgeoisie française n'a pas attendu l'euro pour mener l'offensive contre le monde du travail de ce pays. Et, quand on veut sincèrement en combattre les effets, aider les travailleurs à inverser le rapport des forces, la moindre des choses est de ne pas chercher à détourner leur attention des véritables responsables, et seuls profiteurs, de la situation actuelle.

Cette cohérence-là n'est évidemment pas celle dont se féliciterait Strauss-Kahn, et apparemment pas non plus L'Humanité.

P.L.

#### **LUTTE OUVRIÈRE**

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite Lutte Ouvrière, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trots-kystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1" janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13 400 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE CUVRIÈRE : Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM DOM-TOM, voie aérienne Europe (soit zone postale1) Autres pays, voie ordinaire – Afrique francophone,	300 F 390 F 420 F	160 F 200 F 210 F	100 F 140 F 100 F
Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)  - Autres pays d'Afrique, Amérique	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne
Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) - Océanie (soit zone 4)	520 F 540 F	270 F 280 F	140 F 140 F
Autres pays, voie aérienne  - Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)  - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon,	480 F	250 F	140 F
Asie du Sud-Est (soit zone 3)  - Océanie (soit zone 4)	540 F 660 F	280 F 340 F	170 F 210 F

BULLETIN D'ABONNEMENT
NOM:
PRÉNOM:
ADRESSE:
CODE DOCTAL VIII.E
CODE POSTAL et VILLE :
COMPLÉMENT D'ADRESSE :
COM LEMENT DADILEGE,
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE -
LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement:
<ul> <li>par chèque bancaire ou postal à l'ordre de</li> <li>MICHEL RODINSON,</li> </ul>
- par virement postal à MICHEL RODINSON,
CCD 6 951 10 D DADIO

### L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

### **Anniversaires**

## PLUS QUE JAMAIS UNE SOCIÉTÉ À CHANGER

En ce mois de mai 1998, on fête beaucoup d'anniversaires à chiffres « ronds » : le 30° anniversaire de Mai 1968, le 40° du retour de De Gaulle en 1958, le 50° anniversaire de la naissance de l'État d'Israël, le 150e anniversaire du Manifeste Communiste.

Les uns sont des événements définitivement révolus, mais la naissance du communisme et celle d'Israël sont toujours d'actualité.

L'anniversaire du Manifeste Communiste fera l'objet d'un Grande à la colloque Bibliothèque. Sa place serait plutôt dans les usines et auprès des chômeurs. Le développement du capitalisme depuis cent cinquante ans avec son cortège de misère, de crises, de mondialisation, correspond largement à ce que Marx avait décrit dès son époque, en partant des prémices de cette économie.

Et les gens qui commémorent Marx aujourd'hui n'ont pas la même attitude vis-à-vis de Lénine et de la Révolution russe, sous prétexte que cette révolution a engendré le stalinisme, les goulags et la dictature. Ils ramènent ainsi le communisme à un problème académique en gommant volontairement le fait que la Révolution russe était une révolution profondément populaire, venue des tréfonds du peuple, des travailleurs, des paysans russes; que c'était une révolution qui a offert, à toutes les colonies du tsarisme, de

pouvoir librement se séparer de la Russie ou, au contraire, de s'associer à elle dans l'union des peuples soviétiques avec le respect de leur langue et de leur culture.

Cette révolution a dégénéré, certes. Mais la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, le Japon ont tout fait pour cela. Ils ont suscité une guerre civile de plusieurs années à laquelle ils ont fourni argent et armes. Car c'est cette contre-révolution qui a fait le plus de morts et de drames, la révolution ellemême s'étant faite pratiquement sans effusion de sang.

De son côté, l'anniversaire d'Israël rappelle qu'il n'y a pas que la Révolution russe dont l'idéal ait dégénéré. La naissance d'Israël est venue après une longue lutte des organisations juives – organisations terroristes comme celles des Palestiniens aujourd'hui – recourant aux attentats contre l'armée britannique car la Palestine était alors une colonie de la Grande-Bretagne.

Nul n'aurait pu reprocher aux Juifs d'Europe, rescapés des ghettos, de l'antisémitisme et des camps de la mort, de vouloir un pays à eux. Malheureusement, dans ce pays vivait un autre peuple : les Palestiniens.

Les sionistes n'ont pas pris, au début, les terres de force. Ils les ont achetées, mais ils les ont achetées aux grands propriétaires féodaux arabes et ensuite, en toute légalité, en ont chassé les paysans palestiniens.

Mais beaucoup des fondateurs d'Israël voulaient une société égalitaire. Les « kibboutz » étaient des collectivités sur le modèle des kolkhozes russes. Chacun y travaillait pour la collectivité et en recevait aide et assistance.

Israël a vécu tout ce demisiècle dans un environnement capitaliste et réactionnaire. Et, aujourd'hui, il n'y a toujours pas de paix ni pour le peuple juif d'Israël ni pour le peuple palestinien.

En ce cinquantième anniversaire, les pourparlers de paix entre Israéliens et Palestiniens qui traînent depuis des années viennent à nouveau d'être rompus par le refus de Netanyahou, le chef du gouvernement israélien, de participer à la rencontre avec Clinton et Arafat.

Évidemment Clinton se moque éperdument des peuples juif et palestinien. La suprématie mondiale des Etats-Unis a besoin des dirigeants des États arabes, des émirs du Golfe, pour maintenir les peuples arabes dans la sujétion et a aussi besoin de la puissance militaire d'Israël comme d'une arme au cœur du Moyen-Orient.

Alors si les jeunes de Mai 1968 sont aujourd'hui, pour beaucoup, des quinquagénaires intégrés au système, si de Gaulle n'a pas de descendant, il y a toujours des opprimés et des exploités dans ce monde.

Et le Manifeste Communiste est toujours d'actualité.

### Discussion LO-LCR

### LA RESPONSABILITÉ DES RÉVOLUTIONNAIRES, C'EST DE RESTER SUR LE TERRAIN DE LA CLASSE OUVRIERE

Nos lecteurs trouveront dans la page voisine un compte-rendu de la rencontre LO/LCR mais comme nous l'avions annoncé, nous continuons la discussion publique engagée dans nos hebdomadaires respectifs.

Une semaine avant les élections régionales, sur la base des sondages qui créditaient les listes Lutte Ouvrière de plus de 5 % des voix en Seine-Saint-Denis et dans le Nord, Rouge (du 12 mars 1998) publiait sous le titre Un capital politique immobilisé un article que nous avons déjà cité mais qui résume la manière dont ces camarades envisagent l'utilité des résultats électoraux.

Pour Rouge, si «LO choisit avec un certain talent l'expression politique électorale [...] Elle ne cherche nullement à organiser l'action, à construire des mouvements unitaires sur quelque thème que ce soit (sauf si les luttes éclatent dans les entreprises) [...] LO attend passivement que les choses bougent et fait de la propagande autour d'el-

Et l'auteur de cet article se lançant dans les hypothèses pour les besoins du raisonnement écrit aussi: «Et même si LO recueillait 10 % ou si Le Pen passait à 20 %, on a le sentiment que pour LO, il ne se passe jamais rien dans ce monde capitaliste toujours éternellement égal à lui-même. »

Il s'agit là bien sûr d'une affirmation non fondée, comme souvent dans les propos de Rouge à notre égard. L'auteur, s'il avait eu un peu de mémoire politique et puisqu'il cite 1995, se serait souvenu que le soir même des résultats du premier tour, Arlette Laguiller dans un communiqué déclarait que si elle remerciait les électeurs qui avaient voté pour sa candidature, elle considérait que ce score n'était pas l'indication d'une radicalisation véritable et ne marquait pas un changement du rapport de forces en faveur des révolutionnaires.

Immédiatement après, dans LO, nous développions ce point en précisant que si notre score avait été le double, c'est-à-dire au moins 10 %, il aurait eu une tout

autre signification. Ce chiffre, thermomètre et que les résultats Lutte Ouvrière, une explication nous ne le sortions justement pas de notre cervelle, mais c'était une comparaison avec les scores du PC, ceux des Verts et ceux du FN. C'est pourquoi écrire que même si notre score avait été de 10 % cela n'aurait rien changé dans notre appréciation de la situation est un manque de sérieux involontaire ou un mensonge. Notons en passant que le fait que le FN obtienne 20 % des suffrages nous serait apparu avoir une signification moindre, car il les a approchés, que si LO était passée de 3 à 10 % des voix.

#### Quand la LCR veut faire fructifier le capital de LO

Tout cela pour conclure:

«Il y a une réalité sociale derrière le vote LO et un capital politique. Mais LO ne veut pas le faire fructifier pour construire réellement une autre politique en dialogue avec les secteurs en crise de la gauche plurielle.»

Autrement dit, tout ce que LO pourrait retirer de son «talent» électoral serait gâché par sa mauvaise volonté, voire par son incompétence politique.

Voyons, cependant, ce qu'il en est de ce «capital politique» que LO ne voudrait pas «faire fructifier ». Et la première des choses, c'est de ne pas regarder la réalité à travers des lunettes déformantes.

LO a obtenu au cours de ces élections régionales un score qui confirme en grande partie le résultat d'Arlette Laguiller à l'élection présidentielle de 1995. C'est évidemment quelque chose qui ne peut que nous conforter dans la politique que nous défendons. Mais est-ce que cela change la situation politique et les rapports de forces réels dans le pays, entre les révolutionnaires et les réformistes? Absolument pas.

D'abord, la question des rapports entre le «capital politique» et les résultats électoraux se pose en fait en termes diamétralement opposés à ceux qu'utilise Rouge.

Pour la LCR, il est manifeste que les élections ne sont pas un électoraux, loin d'être le reflet d'une politique quotidienne, voire d'une campagne, sont un simple marchepied, un «capital» à placer correctement pour le faire « fructifier » au mieux.

Que les résultats électoraux nous donnent des responsabilités vis-à-vis de celles et ceux qui ont voté pour nous et aussi de celles et ceux qui, parmi les travailleurs, les électeurs du PC et ceux du PS qui peuvent regarder vers nous, c'est vrai.

Mais est-ce que ceux qui ont voté pour nous l'ont fait pour que nous nous servions de leurs voix pour mener maintenant la politique de la LCR? Est-ce qu'ils l'ont fait pour que nous participions avec la LCR à la construction d'une aile gauche du réformisme, à côté du PC et du PS, car c'est cela que serait immanquablement «l'alternative» que veut désespérément construire la LCR? Nous ne le pensons pas. Ceux qui ont voté pour nous l'ont fait, pour les plus proches d'entre eux, grâce au capital politique, gagné au fil des années dans un travail quotidien au sein de la classe ouvrière par nos interventions, par notre presse d'entreprise, par notre implantation parmi le monde du travail, qui est certes modeste par rapport à ce qui serait nécessaire, mais néanmoins sans équivalent dans l'extrême gauche.

Et ceux qui nous touchent de moins près, la majorité de nos électeurs, l'ont fait pour ce que nous avons dit, dénoncé, proposé au cours de notre campagne.

#### Oui, nous assumerons nos responsabilités

C'est justement pour faire face à ces responsabilités, de même qu'aux responsabilités qui incombent à une organisation révolutionnaire prolétarienne, que nous ne suivrons pas la LCR dans la politique où elle va se dis-

Depuis l'élection présidentielle de 1995, il s'est trouvé, dans l'extrême gauche ou à ses marges, nombre de conseillers pour attirer notre attention sur les « responsabilités » que nous donneraient nos résultats électoraux, généralement dans le style : « avec vos voix, si vous appliquiez notre politique, ce serait extraordinaire »!

La LCR a la même démarche. Plutôt que de chercher dans un quelconque «talent» électoral de de nos petits succès, qui ne cadrent pas avec le «sectarisme politique et organisationnel» qu'elle nous invente, la LCR ferait mieux de s'interroger sur l'efficacité de sa propre politique.

«Nos organisations ont des responsabilités particulières dans la nouvelle situation politique, surtout face à la montée réactionnaire et aux limites de la politique socialiste » écrivait Rouge du 26 mars. Passons sur la «nouvelle situation politique » (comme si les élections régionales avaient bouleversé cette situation), et notons ces «limites de la politique socialiste», qui caractérisent si bien les « limites de la politique » de la LCR.

En effet, la politique du Parti Socialiste (ou plus généralement de la « gauche plurielle ») au gouvernement n'est pas une politique qui a des «limites». C'est une politique qui vise à servir les intérêts de la grande bourgeoisie. Et le fait que les partis réformistes jouissent encore malgré tout de la confiance (plus ou moins mitigée) de la majorité des travailleurs ne change rien à l'affaire. Encore moins le fait que parmi les partis qui figurent dans ce gouvernement il y a les « Verts » pour qui la LCR a toujours les yeux de Chimène pour Rodrigue.

Dans un article intitulé «Les verts à la croisée des chemins », Rouge écrivait par exemple (19 mars 1998):

«Après s'être ouvert à la collaboration avec un PS, toujours tenté par ses vieux démons hégémoniques, contraignant ses partenaires à une dépendance pesante, les expériences limitées mais réelles de collaboration avec l'extrême-gauche peuvent apporter à ce courant un bon bol d'air frais et les éléments indispensables d'une clarification plus que jamais nécessaire».

Le drame, pour les camarades de la LCR, c'est que les dirigeants « Verts » préfèrent manifestement la « dépendance pesante », mais accompagnée de l'accès à la mangeoire gouvernementale, au «bol d'air frais » que leur propose la

#### « Au sein de la gauche», ou sur un terrain de classe?

Mais pour la prochaine échéance, celle des Européennes de 1999, la LCR espère rassembler «le moment venu, ceux qui se reconnaîtront dans une liste anticapitaliste, radicale, internationaliste », en ajoutant : « Toutes les forces de la gauche radicale, dont LO, sont aujourd'hui particulièrement concernées par ces propositions».

Le «liste anticapitaliste, radicale » est un moyen de ne pas dire «communiste révolutionnaire», qui froisserait les alliés, ces «forces de la gauche radicale» qu'on ne nous nomme pas, que la LCR voudrait séduire.

La LCR prétend qu'elle milite « au sein de la gauche ». Elle le voudrait bien! Mais elle milite sur ses bords et n'arrive pas à s'y intégrer. En 1994, elle avait participé à tous les forums organisés par le PC et Krivine s'était retrouvé pour une photo de famille au Zénith avec Jospin, Hue et Voynet. Et, les élections venues, la LCR est restée sur le bord, tous les autres, y compris les Verts, préférant aller à la mangeoire plurielle au gouvernement. La LCR n'avait plus qu'à faire encadrer la photo de famille.

Ce n'est pas notre politique. Qu'est-ce que « la gauche » sinon la gauche réformiste? Ce n'est pas en son sein qu'il faut militer, mais en dehors, pour lui contester son influence sur les travailleurs. Et d'ailleurs il est à noter que, dans ce qu'écrit Rouge, les critiques contre le Parti Communiste sont plus acerbes que celles contre le Parti Socialiste. Ce n'est pas notre cas.

Rouge écrit de nous que nous ne choisissons jamais entre la gauche et la droite ou que nous les renvoyons dos à dos. C'est, encore une fois, absolument faux. Nous choisissons entre des politiques!

Dans un éditorial de Rouge, Alain Krivine écrit:

«Autant on doit lutter contre les projets Aubry qui ne s'attaquent pas vraiment au chômage,

## Fête de Ouvrière

#### Marseille Dimanche 17 mai à partir de 11 h 30

Parc de Valabre à Gardanne Route de Gardanne à Luynes

(une navette gratuite sera assurée toutes les heures entre la gare routière de Marseille Saint-Charles et la fête)

#### **AFFICHES, ATTENTION!**

Les murs ont la parole, notamment à Paris et banlieue, où apparaissent en ce moment les affiches de la prochaine fête de Lutte Ouvrière.

À tous ceux qui nous aident, merci de les apposer... mais merci aussi de respecter les interdictions d'afficher et les affichages réservés!

### Discussion LO-LCR

autant on doit manifester aussi avec Aubry contre le Front national qui, lui, ne fera pas dans le détail de la répression contre la gauche si par malheur il était demain au pouvoir».

Nous aussi, nous combattons la loi Martine Aubry, à cause de ce qu'elle contient qui peut se retourner contre les travailleurs, et nous ne la rejetons pas en bloc contrairement à ce qu'écrit Rouge qui n'en est pas à une inexactitude près – et nous aussi nous n'hésiterions pas à soutenir Martine Aubry combattant le Front National.

Mais quand et où, l'a-t-elle combattu ces derniers temps? En quoi doit-on s'associer avec elle quand, avec le PS, elle reproche à la droite «républicaine » de ne pas avoir respecté le pacte tacite de laisser passer, à charge de revanche, le candidat du PS là où il était majoritaire par rapport à

Ce que la LCR appelle «faire fructifier » notre «capital », c'est se servir du petit crédit que l'extrême gauche a obtenu par ses scores dans ces régionales pour inciter les mouvements divers, minoritaires et sans guère d'impact au sein de la classe ouvrière, à constituer la « force plurielle » qu'elle appelle de ses vœux et qu'elle présente comme une alternative possible au PC et au PS. Ce qui est pour le moins un rêve éveillé sur le plan du simple rapport de forces envisageable et du crédit, pas seulement électoral, auprès des masses populaires.

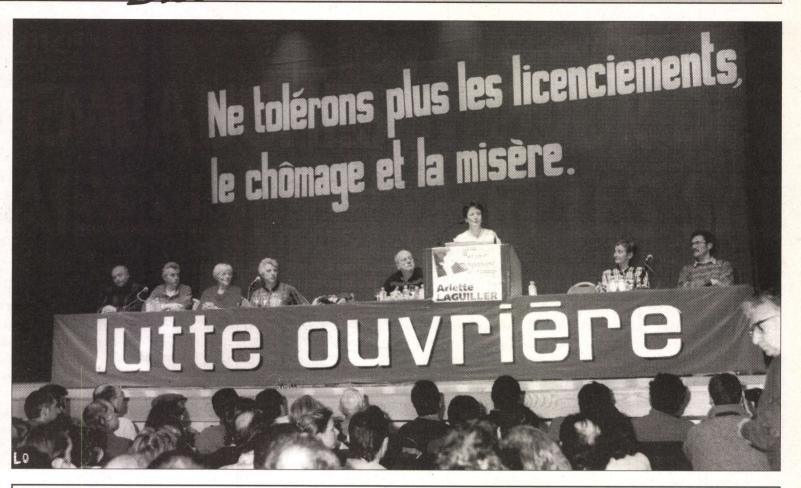
En fait, les seuls que ce score pourrait impressionner, sont ceux qui n'ont pas d'audience et qui seraient heureux d'accrocher leur wagon après ce que la LCR tente de leur présenter comme un train plus puissant. Ce serait donc des gens sans guère de jugement politique et sans guère de poids dans les événements et les luttes. Un peu comme ceux qui croient qu'on peut construire un parti révolutionnaire prolétarien, tant soit peu conséquent et influent, en unifiant, si même cela était possible, les groupuscules révo-. lutionnaires. C'est, à un autre niveau, le même handicap intellectuel ou la même facon de vouloir créer des illusions, autrement dit de bluffer.

Pour nous, la seule manière valable d'apprécier les rapports de force, les développements possibles, c'est de se situer sur le terrain des travailleurs. Ce terrain est d'ailleurs le seul sur lequel on peut construire un parti. C'est sur lui que se sont construits, en leur temps, le Parti Communiste et le Parti Socialiste.

Et c'est sur ce terrain-là et avec une politique et des objectifs clairs que l'on peut construire la seule alternative possible au réformisme.

#### François DUBURG

(Rappelons que de précédents articles de discussion LO-LCR ont été publiés dans les no 1552, 1553 et 1556 des 10 avril, 17 avril et 8 mai de Lutte Ouvrière)



### **UNE RENCONTRE LCR-LO**

Dans Lutte Ouvrière datée du 10 avril 1998, nous avions fait état de la proposition faite par la LCR de nous rencontrer pour un «tour d'horizon sur la nouvelle situation ainsi que les échéances politiques et sociales qui s'annoncent », proposition que nous avons acceptée.

L'entrevue qui vient d'avoir lieu nous a permis de poursuivre la confrontation de nos politiques, entamée dans les colonnes de nos journaux, en l'éclaircissant sur certains points, en l'obscurcissant sur d'autres.

Nous avons par exemple appris que, après bien des discussions et des avis partagés, la LCR avait récemment décidé que le Front National était une organisation fasciste. Il est peu probable que cela change quoi que ce soit à ce qu'est ou pas le Front National, mais cela amène nos camarades de la LCR à caractériser le lepénisme comme un a fascisme moderne» qui, contrairement à ses prédécesseurs entre les deux guerres en Italie ou en Allemagne, ne s'appuie pas sur une mobilisation de la petite bourgeoisie enragée et surtout «ne s'en prend pas à la classe ouvrière physiquement» mais peut arriver à la liquidation du mouvement ouvrier par des méthodes légales et politiques, par son idéologie destructrice de celle de la classe ouvrière.

Nous ne voudrions pas déformer la pensée de nos camarades, d'autant que nous avons eu du mal à en saisir la substance. Il nous semble pré-

férable qu'ils s'expriment euxmêmes par écrit sur le sujet, d'autant qu'ils considèrent par ailleurs que le trait qui «surdétermine » la situation actuelle est que s'ouvre pour la première fois la possibilité pour le Front National de parvenir au pouvoir gouvernemental en association avec une partie de la droite traditionnelle. Qu'estce donc que ce « fascisme moderne »? Le fait qu'il n'utilise pas la violence contre la classe ouvrière est-il une phase momentanée de son évolution et l'expression du rapport de forces actuel, ou une caractéristique fondamentale? Quelles conséquences en découlent pour le mouvement ouvrier? Et puisque la littérature marxiste - trotskyste - est riche d'analyses et de prises de position à l'égard du fascisme d'entre les deux guerres, qu'est-ce qui est original - moderne - dans le lepénisme, qu'est-ce qui ne l'est pas? etc. (1)

Nos camarades de la LCR voient par ailleurs dans «l'existence d'une radicalité sociale » le deuxième trait marquant de la période. Nous n'avons pu que constater que nos différends sur ce que la LCR appelle « le mouvement social» ne portent pas seulement sur l'appréciation quantitative - nombre des conflits sociaux, leur importance, leur profondeur etc. - mais sur sa nature même. Ainsi, par exemple, après avoir reconnu que c'est à tort qu'il leur est parfois arrivé d'affirmer que nous ne participions pas aux «mouvements sociaux», alors que LO était parfois nombreuse dans les manifestations de chômeurs ou de soutien aux travailleurs immigrés, ils ont

pas « seulement d'être présents », mais de « construire ». Quand la LCR parle de préparer le mouvement social, elle entend prendre l'initiative de « construire » le mouvement des chômeurs, des sanspapiers etc., c'est-à-dire, des luttes qui, pour estimables qu'elles puissent être, sont marginales par rapport au mouvement ouvrier.

L'idée de « préparer l'avenir» dans les entreprises, là où les luttes décisives pourront se produire, est profondément étrangère aux camarades de la LCR. Ils ne renoncent pas seulement de fait à consacrer l'essentiel des faibles forces des révolutionnaires au travail en direction des entreprises. Ils y renoncent dans leurs préoccupations, dans leur politique. Dans notre article sur les conclusions que la LCR tire des élections régionales, nous avons affirmé que le principal problème qui est posé à la LCR est de réexaminer sa politique avec sérieux et en en tirant toutes les conséquences. Lors de notre entrevue, la LCR a tenu à nous dire d'emblée qu'elle n'a nullement l'intention de changer de politique (si ce n'est sur des aspects secondaires, comme par exemple se présenter désormais systématiquement à toutes les élections, sous son propre nom, peut-on supposer).

Ce n'est pas ce que nous avons demandé – mais c'est une façon de clore la discussion sur nos politiques respectives, avant de l'avoir commencée.

Par ailleurs, la LCR a posé le problème des élections européennes pour affirmer son intention de promouvoir «la

ajouté que le problème n'était liste la plus large possible » de «ceux qui s'opposent à Maastricht» et qui, en même temps, sont « clairement positionnés par rapport à la droite et l'extrême-droite » et enfin qui «ne sont pas liés au gouvernement Jospin.»

> Nous ne savons pas avec qui la LCR veut «élargir» sa liste – et nous ne sommes pas certains qu'elle le sache pour le moment elle-même. Mais en ce qui nous concerne, nous n'avons pas l'intention de renoncer à défendre, lors de ces élections comme lors des précédentes, une politique claire correspondant aux intérêts politiques des travailleurs.

> Nous avons cependant décidé d'un commun accord de nous revoir d'ici quelques semaines.

#### **Georges KALDY**

(1) Il serait d'autant plus nécessaire que la LCR se pose toutes ces questions, qu'elle croit pouvoir faire parler Trotsky... contre notre refus de participer aux manifestations du 28 mars réclamant la démission de Millon, Blanc et consorts. C'est ainsi qu'un article de Rouge, daté du 30 avril, cite un passage de Trotsky commençant par : « Le fascisme, ce n'est pas seulement un système de répression, de violence et de terreur policière... Il est fondé sur l'extirpation de tous les éléments de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise, etc. » Mais alors, si le «fascisme moderne » ne s'en prend pas à la classe ouvrière physiquement, en quoi la référence à Trotsky se justifie-t-elle? Cela mérite, au moins, explication...

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

### TRIBUNE -QUAND LA DROITE ET LA GAUCHE, EN BONNE COHABITATION, ARMAIENT DES BANDES FASCISTES

çaise? Quelle ambiguïté?» a répondu Jean-Christophe Mitterrand, ancien chef de la « cellule africaine » de l'Elysée qui a dirigé la politique de la France au Rwanda lors de la cohabitation Mitterrand/Balladur, interrogé par la mission parlementaire d'information sur le Rwanda (Le Monde du 24 avril) – d'information ne veut pas dire d'enquête. L'un des plus grands génocides du siècle a été commis avec l'appui politique, militaire, diplomatique et financier de la France.

En France, tout le monde s'accorde à étaler une indignation vertueuse à l'encontre de Papon ou Pol Pot. Mais il n'y a jamais eu d'enquête sur le rôle des militaires français au Rwanda. La complicité active dans un génocide qui a fait un million de morts, ce n'est pas un crime, ce n'est pas un scandale, c'est une affaire d'Etat. Les responsables français se savent protégés : comme le général Huchon qui a gagné ses grades au moment de cette affaire et le général Quesnot, ou encore ceux qui ont joué un rôle direct comme les lieutenants colonels Chollet et Maurin; ou encore l'ambassadeur Marlaud, un proche des plus extrémistes hutus du pouvoir, ou enfin certains responsables des pères blancs, chefs religieux catholiques qui ont soutenu et organisé au Rwanda les bandes d'assassins et les ont ensuite protégés et cachés

A l'exemple de Léotard ou Balladur, Jean-Christophe Mitterrand n'a aucun état d'âme. Mais c'est lui qui en 1990, avec l'accord de son père président et du premier ministre Balladur, avait accordé au président rwandais Habyarimana, dictateur aux abois, une intervention militaire française de soutien malgré les premiers massacres de Tutsis en octobre 90. La France prenait comme au Zaïre le relais de la Belgique, l'ancienne puissance colonisatrice.

d'un génocide et Mehdi Ba Un génocide français, c'est ce que confirme le dossier du Monde de mars 1998 intitulé Rwanda, enquête sur un génocide et qui rappelle notamment que « la mission militaire française baptisée Noroît achemine de 1990 à 1994 des tonnes d'armes à Kigali, s'occupe de la garde de l'aéroport, de l'entretien des hélicoptères d'attaque, des transmissions, du réglage des pièces d'artillerie. Elle supervise les "opérations de sécurité" des forces armées rwandaises, le contrôle des barrages routiers et l'interrogatoire des suspects [...] Cette année-là, le rôle de la France est officialisé par la nomination du lieutenant colonel Chollet au poste de conseiller du président rwandais et du chef d'Etat-major des forces armées rwandaises. Un officier français, plus tard relayé par le lieutenant colonel Maurin, est le commandant des opéra-

«L'ambiguïté de la politique fran- tions militaires au Rwanda! Les forces armées rwandaises multiplient à cette époque les exactions contre la population tutsie. (...) Elles entraînent les milices Interahamwe et Impuzamugambi qui seront les fers de lance du génoci-

> La dictature du président Habyarimana était contestée de l'extérieur par la lutte militaire du FPR, constitué par les Rwandais immigrés en Ouganda, mais également de l'intérieur par des manifestations de plus en plus populaires. Cent mille manifestants bravent les forces armées en janvier 1992 à Kigali. Importantes manifestations de femmes en mars. Le parti au pouvoir, le MRND, met alors sur pied des milices fascistes, en mai 1992. Les massacres n'ont jamais rien eu de spontané. Ils ont été commandités par un pouvoir qui a choisi la fuite en avant en commençant par organiser des pogromes : en mars 92, août 92, décembre 92, janvier 93 et décembre 93, jusqu'au génocide luimême, d'un million de morts, qui s'est étalé tranquillement sur des mois, d'avril à juillet 1994.

Selon le dossier du Monde déjà cité « pendant le génocide, la collaboration continue [...] Paris est la seule capitale à reconnaître le gouvernement intérimaire des extrémistes hutus [...] Les soldats français ont permis aux coupables de fuir le Rwanda (allusion à l'opération Turquoise sous prétexte humanitaire). Ils ont, comme lors de l'opération "Amaryllis" (opération militaire française et belge du début avril 94, en plein milieu du génocide dans laquelle les 500 paras d'infanterie de marine français n'ont pas bougé le petit doigt contre les massacreurs) rapatrié des dignitaires extrémistes en France». On comprend que l'ambassadeur français Philippe Marlaud dans les bureaux duquel s'était installé le gouvernement des fascistes après l'assassinat du président Après Colette Braeckman Histoire Habyarimana, ait mis des heures à brûler ses dossiers avant de prendre la poudre d'escampette, comme le raconte Colette Braeckman.

> Les dirigeants français ont aidé militairement les massacreurs (24 conseillers militaires permanents, 68 coopérants militaires, plus des cadres du 1er RPIMA chargés des opérations « spéciales » en plus des forces armées des interventions diverses, selon le Monde du 21 avril 98). Mais aussi financièrement : à l'aide des fonds de l'Etat (passés de 7 millions de francs à 55 millions de 1991 à 1993 selon le même numéro du Monde)... et ceux du Crédit Lyonnais qui a cautionné les achats d'armes.

> Qu'on ne nous dise pas que la France est un pays démocratique, ni que les partis de droite ou de gauche défendent un idéal républicain face au fascisme!

> > R.P.

### Leur société

## Strauss-Kahn et les impôts

## GRANDE RÉFORME OU GRANDE INJUSTICE?

Invité de l'émission « Public », Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'Economie, a abordé le problème de la réforme fiscale de façon à être entendu par les patrons, puisqu'il a déclaré que la réforme qui lui paraissait la plus urgente était celle de la taxe professionnelle « si l'on veut tout faire pour l'emploi», a-t-il précisé. Comme toujours, c'est sous prétexte de favoriser l'emploi que le gouvernement se prépare à faire de nouveaux cadeaux fiscaux au patronat!

D'ailleurs, «tout faire pour l'emploi », ne va pas chez Stauss-Kahn jusqu'à mettre sérieusement à contribution les entreprises qui font actuellement des profits records. Il s'est bien gardé de parler de l'impôt sur les sociétés, dont le taux va donc rester à 41 % – alors qu'il était encore de 50 % sous Giscard d'Estaing.

Si Stauss-Kahn n'a pas non plus évoqué l'impôt sur le revenu, c'est qu'il n'a nullement l'intention de demander aux plus riches de contribuer davantage, alors même que, tout progressif qu'il est, cet impôt est actuellement payé à 80 % par les salariés. Quant à l'ISF, l'impôt sur les grandes fortunes que Jospin candidat avait promis d'augmenter un petit peu, le ministre de l'Economie n'a pas l'intention d'y toucher pour l'instant. Il s'en était expliqué quelques jours plus tôt devant la presse économique, reconnaissant que « cet impôt n'est pas très bien fait», mais qu'il valait mieux attendre car, dit-il, «ce n'est pas si simple. Il ne faut pas remplacer une malfaçon par une autre. » L'ISF restera donc un impôt totalement symbolique.

Le ministre n'a pas même évoqué la TVA, n'ayant nulle intention de supprimer les deux points supplémentaires instaurés par Juppé en 1995. Pourtant cet impôt est payé à 88 % par les salariés. En fait quand le ministre parle de baisse d'impôts, il oublie les augmentations de la fiscalité indirecte, c'est-àdire toutes les taxes à la consommation, dites « indolores », mais qui sont les plus injustes. Par exemple la taxe sur les produits pétroliers qui rend le carburant hors de prix n'est plus depuis bien longtemps «indolore» et elle ne cesse d'augmenter. Le gouvernement socialiste ne compte manifestement pas

Strauss-Kahn a déclaré avoir d'ores et déjà ouvert trois chantiers de réforme fiscale pour la durée de la législature : celui de la fiscalité locale - mais il préfère réformer d'abord la taxe professionnelle et plus tard la taxe d'habitation, dont il dit pourtant que «c'est l'impôt le plus injuste qui soit» -; le chantier de la fiscalité de patrimoine, qu'il faudra revoir... plus tard; et enfin le chantier de la fiscalité écologique qui va être un nouveau prétexte pour faire payer les possesseurs de vieilles voitures ou les utilisateurs de gazole!

Les déclarations de Strauss-Kahn

ont entraîné des réactions comme celle d'un autre dirigeant socialiste, Cambadélis, déclarant au contraire qu'il faudrait commencer par une réforme de la taxe d'habitation. Jospin n'a paraîtil pas encore tranché. Quoi qu'il en soit la politique fiscale de ce gouvernement n'a rien d'original et est bien dans la droite ligne de celle de ses prédécesseurs, malgré ses prétentions de tout « mettre à plat ». Le gouvernement ne veut prendre ni aux plus riches, ni sur les profits patronaux qui atteignent pourtant des niveaux records. Il veut au contraire continuer à subventionner généreusement le patronat, et ce sont donc les revenus des salariés qui continueront à se trouver « à plat ». En plus il nous expliquera encore qu'il faut réduire les dépenses sociales, qu'on ne peut pas relever les minima sociaux, que les entreprises publiques doivent faire des économies de personnel pour que le budget soit en équilibre.

Et certains, tout prêts à dédouaner le gouvernement, diront que c'est la faute à Maastricht ou à Amsterdam...

**Dominique CHABLIS** 

#### Sans-papiers Manifestation le 16 mai

La Coordination nationale des sans-papiers dénonce dans différentes déclarations la façon dont est appliquée la circulaire du 24 juin 1997, dont l'application arrivera à son terme le 31 mai. Dans ces onze mois, c'est une minorité de sans-papiers qui ont vu leur situation régularisée, et seulement provisoirement. Pour ceux qui ont vu leur démarches aboutir, il va falloir en recommencer d'autres. Quant à tous ceux qui ont abandonné des démarches ou qui ont vu leurs dossiers refusés, ils vont devoir continuer de vivre en « clandestins », sous la menace constante d'être expulsés.

Manifestations, protestations, actions menées pour s'opposer aux expulsions: diverses initiatives sont prises par différentes associations ou comités. La Coordination nationale des sans-papiers organise le samedi 16 mai une manifestation qui partira à 14 heures de la Nation à Paris.

#### RETOUR A Sécurité sociale L'EQUILIBRE FINANCIER, MAIS À QUEL PRIX?

La commission de comptes de la Sécurité sociale vient de confirmer le redressement du régime général. Pour l'ensemble des trois branches (maladie, famille et vieillesse), ses prévisions tablent sur un déficit de 12,9 milliards de francs en 1998, contre 35,1 milliards en 1997, et certains parlent déjà d'un retour à l'équilibre pour 1999.

Ce rééquilibrage des comptes tient, nous dit-on, aux effets conjugués du retour de la croissance qui générerait des recettes supplémentaires pour la Sécurité sociale, de la mise en œuvre du plan Juppé et des mesures prises par le gouvernement Jospin.

Il est un fait que, d'un gouvernement à l'autre, c'est la même politique faite de restrictions budgétaires et de diminution des prestations qui est poursuivie. Et, prétextant le retour aux équilibres budgétaires, le gouvernement Jospin n'a nullement l'intention de revenir là-dessus. Si la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Martine Aubry, commentant ces chiffres, s'est félicitée du fait que « la Sécu est sur la voie du redressement », elle a également précisé qu'il n'était pas question de relâcher «la vigilance».

Alors la Sécurité sociale est peutêtre en train de retrouver son équilibre financier, mais à quel prix pour la population? Car si les dépenses de santé reculent, c'est en grande partie parce que les plus mal lotis, les salariés payés au SMIC ou réduits aux emplois précaires, sans parler des chômeurs et des RMIstes, ne se soignent plus ou se soignent mal. Comment pourrait-il en être autrement quand une simple consultation laisse plus de 40 F à la charge des malades non couverts par une mutuelle, auxquels s'ajoute le prix de médicaments de plus en plus mal remboursés. La situation est encore pire pour ceux qui auraient besoin de lunettes ou de soins dentaires.

Quant aux retraités, ils ne sont pas mieux traités. Non seulement leurs pensions sont bloquées mais elles sont amputées par de nouveaux prélèvements comme la CSG, le RDS et l'augmentation des cotisations.

Au niveau des infrastructures sanitaires, on voit aussi où cette politique mène avec d'une part la suppression de nombreux services, voire la fermeture définitive d'hôpitaux de proximité, d'autre part la diminution des effectifs et la dégradation des conditions de travail du personnel hospitalier.

Voilà comment Jospin, reprenant la politique de Juppé, rétablit les équilibres budgétaires : au prix d'un recul de plusieurs décennies en arrière de la protection sociale et de la prise en charge de la maladie. Par contre, il ne remet en cause aucun des dispositifs permettant aux entreprises de bénéficier d'exonérations de charges sociales et qui grèvent les comptes de la Sécurité sociale autant que les caisses de l'État.

#### Chômage

### STATISTICIENS ET GOUVERNANTS EN PARLENT, C'EST PLUS FACILE QUE DE LA SUPPRIMER

Le chômage en France est repassé sous la barre des 3 millions de chômeurs, pas de beaucoup (on comptait 2 989 800 chômeurs en mars dernier) mais suffisamment pour que Jospin, Aubry et consorts veuillent y voir les bons résultats de leur politique.

Disons d'abord que, si l'on comptait les chômeurs selon l'ancien système (prenant en compte ceux qui, exerçant une activité réduite, ont travaillé au moins 78 heures dans le mois, ce que l'actuel mode de calcul ne fait plus), on friserait les 3,5 millions de chômeurs (3 477 800 exactement).

Les ministres sont contents d'eux, car les statistiques disent 97 700 demandeurs de moins, mais l'examen détaillé des mouvements indique qu'il n'y a pas de véritable reprise de

l'emploi derrière ces résultats, loin s'en faut.

À mettre en parallèle avec les 97 700 demandeurs d'emplois, il y a notamment les 99 000 radiations pour absence de contrôle qui ont eu lieu en mars dernier.

Mais qu'importe aux porte-parole du patronat ou du gouvernement, eux font mine de croire à la baisse du chômage. Un représentant du CNPF (interrogé il est vrai dans les colonnes de l'hebdomadaire de la CGT) attend rien moins que « 600 000 emplois en 1998-1999 ». Du coup, il double sur sa gauche le prudent Dominique Strauss-Kahn qui n'en a promis que 200 000 par an dans les deux années à venir. Et sur ces 400 000 emplois doit-on déduire les 300 000 emploisjeunes annoncés? Il ne l'a pas précisé.

J.F.



### Sommet historique pour l'indice boursier...

### ET LES PROFITS DES POSSEDANTS!

Lundi 11 mai, «l'euphorie boursière a propulsé Paris », titrait un quotidien des milieux d'affaires, Les Échos. Bien sûr, le Paris propulsé de joie par ce nouveau record du cours des actions, c'est celui des actionnaires, des possédants. Car ce sont eux, et eux seuls, qui ont à se féliciter de ce que les actions leurs actions - ont augmenté en moyenne de 34 % depuis janvier. C'est autant en cinq mois que durant toute l'année 1997, pourtant déjà une des meilleures des dix dernières années.

t-elle toujours plus haut? Ceux des cours. qui s'intitulent spécialistes des marchés boursiers croient avoir trouvé une explication. L'accélération des restructurations industrielles et les fusions géantes d'entreprises aux Etats-Unis et en Europe, le baptême de l'euro, la reprise économique amorcée outre-Atlantique et promise en Europe, tout cela, écrivent Les Échos, «c'est la perspective de meilleurs résultats », donc de profits en hausse pour les actionnaires, ce qui ravit les Bourses. Et cela se manifeste aussi bien à Paris qu'à New York, Londres ou Francfort.

L'explication vaut ce qu'elle vaut, émanant de « spécialistes » qui prévoyaient, il y a une semaine encore dans la

Plusieurs krachs boursiers récents qu'ils n'avaient pas prévus – sans parler de la crise financière asiatique - les ont peut-être rendus un peu plus prudents. Un nouvel effondrement subit du cours des actions n'est d'ailleurs pas le moins probable, tant la Bourse reflète moins l'économie réelle qu'elle n'anticipe sur une hausse continue des profits, tout en étant soumise à de brusques déplacements de masses colossales de capitaux spéculatifs qui peuvent, à tout moment, provoquer des renversements de tendances boursières. Et, ce qui est plus dramatique, cela peut surtout précipiter des pays et continents entiers dans le

Pourquoi la Bourse grimpe- presse, un arrêt de l'envolée marasme et la misère, comme on le voit en Asie.

des années, la Bourse de Paris bat record après record, comme la plupart de ses homologues européennes et nord-améri-

En France, en 1997 déjà, les profits distribués aux actionnaires ont été parmi les plus élevés depuis longtemps car le patronat a dopé ses profits, en multipliant les licenciements sous couvert de « plans sociaux ». Les emplois supprimés en masse, voilà ce qui alimente les profits en hausse incessante et leur reflet boursier. l'indice CAC 40 qui a doublé en cinq ans et dont, quotidiennement, radios et télévisions scrutent la progression.

Mais derrière la sécheresse d'un indice abstrait censé Mais il est un fait que, depuis refléter la santé de l'économie. il y a une société malade du capitalisme. Il y a la réalité des vies brisées de travailleurs jetés à la rue, l'existence précaire que doivent mener des millions de salariés ballottés entre intérim, petits boulots, « stages » sous-payés et périodes de chômage. Et tout cela pour que les actionnaires, ceux qui ne manquent de rien, pas même du superflu, continuent à jouer au casino boursier, pour que les possédants convertissent en toujours plus de richesses, pour eux, la misère dans laquelle ils enfoncent la majorité de la population.

P. L.

### Italie

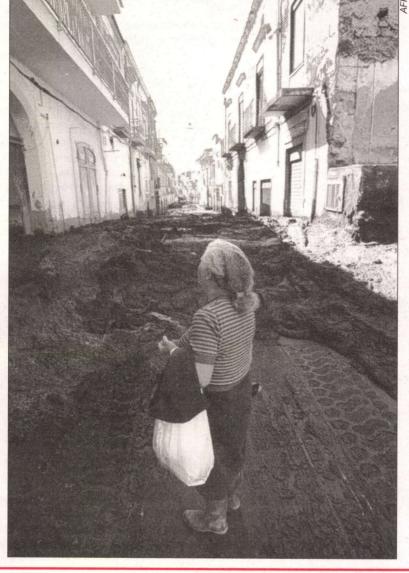
## La catastrophe de Sarno

## LA POPULATION PAUVRE SOUS LA BOUE

Quel sera le bilan final de la catastrophe survenue le 6 mai dans les environs de Naples, lorsqu'un torrent de boue a enseveli les villes de Sarno et de Quindici? On comptait 95 cercueils lors de l'enterrement officiel. dimanche 10 mai, en présence du président de la République italienne Scalfaro. mais deux jours plus tard on parlait déjà de 135 victimes et d'encore cent ou deux cents disparus.

Le nombre de victimes recensées devrait donc augmenter. Il faudra peut-être encore longtemps avant que ce triste bilan puisse être considéré comme définitif, tant il est difficile de retrouver tous les corps ensevelis sous des mètres de boue.

Après plusieurs jours de pluie ininterrompue, c'est toute une partie de la mon-



tagne située à l'est de Naples, qui s'est transformée en boue et a coulé vers l'aval. On sait maintenant, car toutes les déclarations de spécialistes vont dans ce sens, que cet énorme glissement de terrain était tout à fait prévisible. Le sol de cette région, constitué en grande partie de dépôts issus des éruptions du Vésuve, est particulièrement instable et cette instabilité est accrue par le déboisement incontrôlé. Rien n'a été fait pour tenter de stabiliser ces terrains et dans ces conditions la moindre des choses aurait été de ne pas construire dans les zones situées sur le trajet prévisible des glissements de terrain. Mais on est à Naples où la construction abusive est souvent la seule façon de se loger, quitte parfois à payer quelque chose à la Camorra, la mafia napolitaine qui a plus de pouvoir que l'administration.

Aujourd'hui, les polémiques se multiplient sur les responsabilités. Le gouvernement rejette la responsabilité sur le président de la région de Campanie – la région de

Naples - qui n'aurait pas utilisé les fonds mis à sa disposition pour tenter de prévenir de telles catastrophes. De telles polémiques surgissent chaque fois que survient un tel événement, et ils sont malheureusement fréquents en Italie : le territoire du pays est particulièrement fragile, que ce soit du fait des tremblements de terre - les secousses du tremblement de terre d'Ombrie, survenu en septembre dernier, se prolongent encore -, ou du fait des conditions géologiques, de l'importance des régions volcaniques très sensibles à l'érosion, ou du régime de pluies méditerranéennes sur des sols souvent en forte déclivité. Mais à tout cela s'ajoutent les effets de l'action humaine : déforestation abusive, installations industrielles sommaires méprisant la sécurité, urbanisation incontrôlée par carence de l'administration, quand ce n'est pas du fait des diverses mafias.

Le gouvernement Prodi, gouvernement de centregauche soutenu par les DS (les démocrates de gauche, dernier nom en date de l'ancien PC italien) et par le Parti de la refondation communiste, peut dire bien entendu qu'il n'y est pour rien puisqu'il n'est en place que depuis 1996. Mais précisément, il ne fait au fond que gouverner comme les autres, et on le voit aujourd'hui.

Il y a quelques jours Prodi et D'Alema, le leader des DS, triomphaient pour avoir réussi à «faire entrer l'Italie en Europe », c'est-à-dire à redres-

### **Grande-**Bretagne

## LA VRAIE « POPULARITÉ »

A en croire les rares sondages d'opinion rendus publics depuis l'arrivée de Blair au pouvoir, sa cote de popularité serait toujours à son zénith. avec quelque 70 % de « satisfaits ». Pourtant les élections municipales du 7 mai, portant sur environ un quart des sièges de conseillers municipaux, ont donné une image quelque peu différente des sentiments de l'électorat.

Le score du Parti Travailliste y est en effet tombé de 7 % depuis

les législatives de l'an dernier. Mais c'est le taux record des abstentions qui a été le fait le plus marquant: 71 % sur l'ensemble du pays. Même à Londres, où cette élection s'accompagnait d'un référendum sur la création d'une assemblée londonienne présidée par un maire élu au suffrage universel, proposition pourtant assez populaire du temps où les travaillistes étaient dans l'opposition, la participation n'a été que de 34 %.

Il est vrai que les élections municipales voient rarement des participations supérieures à 40 %. Mais ce taux est incontestablement le plus bas depuis 1945. En fait

élevés lors des élections législatives qui ont amené Blair au pouvoir l'an dernier; on les trouve dans les secteurs les plus pauvres, les plus touchés par le chômage, qui sont en général des bastions travaillistes. Le cas le plus frappant est sans doute celui de Liverpool, cette grande ville de la côte ouest qui connaît l'un des taux de pauvreté les plus élevés du pays et où le Parti Travailliste a perdu la majorité du conseil municipal au profit des Libéraux-Démocrates, pour la première fois depuis bien des décennies.

Bien sûr, comme chaque fois, tous les partis ont trouvé le moyen les records d'abstention coïncident de crier victoire. Mais les leaders

avec les taux d'abstention les plus travaillistes ont quand même dû s'expliquer sur le taux d'abstention. Pour eux, tout est simple : les électeurs ont estimé que les avoir élus en mai 1997 était bien suffisant! Mais à force de démontrer aux classes laborieuses que, quoi qu'elles votent, cela ne change rien, ce dont elles ont fait l'expérience depuis un an que Blair est au pouvoir, ils finiront par convaincre les travailleurs que la seule façon de faire bouger les choses, est de « voter » dans la

On verra bien alors ce qui restera de cette auto-satisfaction arrogante qu'arborent aujourd'hui les politiciens travaillistes.

La prochaine

portera sur

Cent-cinqu l'abolition de dans les color

### **ESCLA** ET CAPIT

Vendredi 12 Salle de la 24, rue Saint-Vi Métro: Maub Participation e Dans le monde

ser les comptes publics de façon que le pays figure sur la liste des onze participants à l'euro. Pour cela en effet, ce gouvernement dit de gauche a su faire ce qu'il fallait pour faire payer la classe ouvrière en imposant une politique d'austérité avec la collaboration des syndicats. Il estimait que c'était une priorité, dans l'intérêt de la bourgeoisie italienne, et il en

Mais pour lutter contre les multiples dangers pesant sur la population, en particulier la plus pauvre, les Prodi et les D'Alema ont pris leur temps, comme les autres gouvernements.

a trouvé les moyens.

Bien sûr, pour s'attaquer vraiment au mal, il faudrait beaucoup; il faudrait s'en prendre à des intérêts puissants, consacrer l'argent, les moyens matériels et humains, trouver pour cela l'appui de la population, la mobiliser et lui redonner confiance, toutes choses qui ne seraient peut-être possibles qu'au cours d'une véritable révolution sociale.

Mais justement, entre donner la priorité aux intérêts des possédants et la donner à ceux de la population la plus pauvre, il faut choisir et le gouvernement Prodi a choisi la première option. De ce point de vue il porte la responsabilité des conséquences de la catastrophe de Sarno, au moins autant que tous ses prédécesseurs fauteurs du « malgoverno » de la péninsule.

André FRYS

e réunion du

### N TROTSKY

le thème :

entaire de l'esclavage ies françaises

### VAGE TALISME

uin à 20 h 30 Mutualité ctor à Paris (5°) ert-Mutualité ux frais : 20 F

### Sierra-Leone

## L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE À L'ŒUVRE

Le gouvernement travailliste de Tony Blair vient d'être pris la main dans le sac pour l'appui qu'il a apporté à un coup d'État militaire au Sierra-Leone le 14 février dernier.

L'affaire fait d'autant plus de bruit que Blair se targue souvent d'avoir « moralisé » les affaires étrangères, en mettant fin aux « coups tordus » qui marquent la politique de l'impérialisme britannique dans son ancienne sphère coloniale, au moins autant que celle de l'impérialisme français, même s'ils sont parfois moins voyants.

Pour l'instant, deux entreprises britanniques font l'objet d'enquêtes officielles pour avoir fourni des armes au coup d'État, malgré l'embargo décrété par les Nations Unies. Mais ce n'est que la partie visible de l'iceberg. Le réseau des complicités va bien audelà. Réduire cette affaire à l'avidité sans scrupule de quelques « entrepreneurs » ne peut cacher l'enjeu réel : la lutte que se livrent les impérialismes rivaux en Afrique pour préserver leurs sphères d'influence respectives.

#### De la guerre civile à la mise au pas

Au début des années 1990, le Sierra-Leone, cette ancienne colonie britannique enclavée entre la Guinée et le Liberia, s'est trouvé entraîné dans la guerre civile qui faisait alors rage au Liberia. Le sud du Sierra-Leone servait de base arrière à plusieurs chefs de guerre libérians, en particulier à Charles Taylor. Bientôt y apparut un mouvement de guerilla local, lie à celui de Taylor au Liberia, le RUF ou Front Révolutionnaire Unifié. L'autorité de l'Etat fut rapidement réduite à une région centrée sur la capitale, Freetown, représentant moins d'un tiers du territoire national.

En avril 1992, un coup d'État militaire dirigé par le jeune lieutenant Valentine Strasser renversait le major général Momoh, régime à qui sa corruption légendaire avait valu l'appellation de «kleptocratie». Sous couvert de lutte contre le RUF, l'armée entreprit alors de mettre le pays à sac, terrorisant la population et étendant la guerre civile à l'ensemble du territoire. Plus d'un tiers de la population fut contrainte à fuir dans les pays voisins.

Les dirigeants de l'impérialisme



américain, qui cherchaient alors une solution pour restaurer l'ordre au Liberia, avaient déjà obtenu l'aide de Londres pour patronner la formation d'une force d'intervention africaine, ECOMOG, placée sous la direction de la dictature militaire nigériane. ECOMOG étendit alors son intervention au Sierra-Leone, et en mars 1996 les troupes d'ECOMOG imposaient à l'armée l'organisation d'élections « démocratiques ».

Comme on pouvait s'y attendre, cette sinistre farce démocratique, organisée sous la menace des tanks nigérians et à laquelle seule une petite partie du pays put participer, et pas le million et demi de réfugiés dans les pays voisins, donna la victoire au candidat des deux impérialismes maîtres du jeu. Ahmed Tejjan Kabbah devint président. C'était un cheval de retour produit des Nations Unies et par ailleurs leader du Parti du Peuple de Sierra-Leone, le parti constitué en 1960 par l'administration britannique pour assumer le pouvoir après l'indépendance.

A ce moment-là, ECOMOG n'était déjà plus la seule force militaire étrangère opérant au Sierra-Leone. Une agence de mercenaires sud-africains, basée à Londres, Executive Outcomes, assurait la protection des bassins diamantaires de l'est du pays (contrôlés par le groupe anglo-canadien Branch Energy), ainsi que celle des riches mines d'oxyde de titane-proches de Freetown, pour un groupe américano-australien. Et les unités d'Executive Outcomes se mirent au service du nouveau régime pour

constituer son armée à partir de milices formées par les ethnies du sud, et imposer son autorité sur l'ensemble du pays.

#### Les rivalités interimpérialistes

Mais le régime de Kabbah, tout « démocratique » qu'il ait été supposé être, n'était qu'une façade. En mai 1997, un coup d'État militaire mené par une petit groupe de soldat dirigé par le major Koroma, suffit à le balayer. Au même moment, une autre solution « démocratique » avait été trouvée au Libéria, en la personne de Charles Taylor. Sans doute parce qu'il semblait le seul chef de guerre capable de s'imposer aux autres, Taylor reçut l'aval des Etats-Unis et, après une autre élection « démocratique » organisée par les troupes d'ECOMOG, il devint chef de l'Etat.

L'impérialisme britannique ne pouvait voir ces développements d'un bon œil. Taylor était connu pour ses liens avec l'impérialisme français. C'était un ami personnel du fils de Mitterrand, ce qui lui avait permis de se servir de la Côte-d'Ivoire pendant la guerre civilè, comme base arrière pour ses troupes et surtout comme principal canal pour écouler les diamants libérians vers le marché d'Amsterdam.

Or justement, le nouveau régime militaire de Sierra-Leone venait d'inviter la guérilla du RUF, liée à Taylor, à participer au gouvernement. Londres ne pouvait voir d'un bon œil cette extension de l'influence française dans sa propre chasse gardée.

Avec l'aide des USA et de l'ONU, Londres obtint donc qu'ECOMOG reprenne l'offensive en Sierra-Leone pour ramener Kabbah au pouvoir. Executive Outcomes reprit son activité pour former des forces fidèles à Kabbah. Le haut-commissaire britannique au Sierra-Leone, Peter Penfold, s'occupa d'organiser la livraison d'armes bulgares aux troupes de Kabbah grâce au marchand d'armes anglais Sandline International, une société dirigée par un ancien colonel des services spéciaux britanniques, société dont Executive Outcomes était en quelque sorte le service « action ».

Et c'est ainsi que, le 14 février, le président « démocrate » Kabbah a été réinstallé au pouvoir par ECO-MOG et une alliance de mercenaires disparates sans doute payés sur les fonds secrets du gouvernement Blair et de quelques grandes entreprises minières, qui ont immédiatement entrepris la liquidation systématique de toute opposition potentielle.

Après une semaine de mensonges flagrants proférés par ses ministres, Blair a eu le cynisme de prétendre qu'il ne s'agissait que d'une « aide légitime » à un président « démocratiquement » élu. Mais pendant qu'il fait ainsi étalage de ses hautes valeurs morales, la guerre civile continue à faire rage au Sierra-Leone et la population à payer de son sang les rivalités interimpérialistes.

François ROULEAU

### Dans le monde

## États-Unis

### L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE FAIT LE PLEIN DE PETITS BOULOTS

La publication des derniers chiffres du chômage aux Etats-Unis indique que 262 000 emplois ont été créés en mars dernier. Le taux de chômage est désormais de 4,7 % et bien entendu les commentateurs claironnent les succès de l'économie américaine, dont la croissance annuelle frôlerait désormais les 4 %, saluant le retour du plus bas taux de chômage depuis 1970.

Les défenseurs du capitalisme libéral, sans freins et sans entraves, y verront là un signe de la justesse de leur théorie et se dispenseront d'aller y voir de plus près.

Mais on aimerait bien que les statistiques américaines, ou plus exactement ce que la presse en retient, nous disent un peu quels emplois avaient disparu depuis 1970 et par quel genre d'emplois ils ont été remplacés. Les défenseurs du capitalisme américain ne veulent plus qu'on parle de «petits boulots ». Il n'empêche que, même si les statistiques ne sont pas très bavardes, elles indiquent que c'est le secteur des « services », et particulièrement des « services industriels », qui crée l'essentiel des emplois, tandis que dans le même temps le secteur manufacturier continue de perdre des emplois, puisque dix mille de ceux-ci ont encore disparu en mars.

Pour se faire une idée de ce qui se cache derrière ce plein emploi, il suffit de prendre l'exemple de

Chrysler. Il y a 25 ans, là où il y avait 125 000 travailleurs embauchés par Chrysler, il n'en reste plus que 67 000. Pour une part, cela s'est traduit, pour ceux qui restaient chez

ce constructeur automobile, par une augmentation des cadences et une quantité de travail accrue. Mais une partie des emplois disparus chez Chrysler ont été aussi redonnés à des sous-traitants, qui versent des salaires de misère. Là-bas aussi, des emplois correctement payés sont remplacés par des emplois qui le sont moins.

Un dernier exemple : en 1970, il existait environ 200 000 emplois temporaires aux Etats-Unis. En 1997, rien que sur les neuf premiers mois de l'année,

on en dénombrait 2 500 000. Et les survivre. Non, vraiment, il n'y a travailleurs du monde entier savent bien ce que cela dissimule : payes légères et multiples difficultés à

pas de quoi crier au miracle.

**Jacques FONTENOY** 



#### Fusion Daimler-Chrysler

### **QUAND LES PATRONS METTENT** UNE PARTIE DU MAGOT SUR LA TABLE

Les dirigeants de la branche automobile de Daimler-Benz (Mercedes) et de Chrysler viennent d'annoncer leur intention de fusionner en un seul groupe ces deux trusts de l'automobile ce qui en fera le numéro cinq mondial de cette branche. Au prix actuel des actions, ce nouveau géant de l'industrie pèserait 540 milliards de francs. La presse économique indique que ce serait la plus grande fusion «industrielle» de l'histoire.

«Industrielle», cette fusion? Peut-être, mais elle sera d'abord, si elle va à son terme, une formi-

dable opération financière. On évoque la somme de 210 milliards de francs comme montant de l'opération. Et indépendamment de tout le reste, cela va permettre, selon le journal Les Échos, aux actionnaires de Daimler de bénéficier du jour au lendemain, sans dépenser un sou, d'une augmentation de 30 % du prix des actions qu'ils détiennent et donc de leur capital.

Grâce au travail de dizaines de milliers de leurs salariés et sur leur dos, les patrons de ces groupes automobiles ont pu mettre de côté les centaines de milliards de francs qui leur permettent ce bon coup. Le patron de Daimler a beau dire aujourd'hui, se voulant rassurant, que cette fusion n'entraîréduction d'effectif, qui pourra lui faire confiance? Les travailleurs de Chrysler, aux Etats-Unis, ont payé dans la dernière période, par de nombreux licenciements, la reconquête des profits et des dividendes pour les actionnaires. Car pour reconstituer le plus rapidement d'autres réserves, on peut être sûr que les dirigeants demanderont d'améliorer la compétitivité et la rentabilité. En clair il s'agit de faire produire plus par moins de personnes.

La presse, la télévision, se sont mises à évoquer ici aussi les nécessaires regroupements de l'industrie automobile française et les difficultés du gouvernement français à les promouvoir. Mais nécessaires

nera aucune fermeture d'usine ni à quoi, sinon à assurer encore mieux qu'aujourd'hui la pérennité des formidables profits engrangés par les actionnaires desdites firmes? Les patrons de Renault et de Peugeot ne les ont d'ailleurs pas attendus pour eux aussi mettre de côté des dizaines de milliards pour réaliser un bon « coup ». Renault est, entre autres, en cours de négociation dans le domaine de la construction d'autocars. Quant à Peugeot, sa direction reconnut être à la tête d'un trésor de guerre de plusieurs dizaines de milliards de francs, au cas où une occasion se présenterait.

Ce que révèlent tous ces milliards qui sortent d'un coup de leurs cachettes, c'est que ces patrons qui n'hésitent pas à imposer les pires sacrifices à leurs salariés, à jeter à la rue des milliers d'entre eux, à transformer en désert industriel des régions entières, sont en réalité à la tête de fortunes colossales. Et par la rigueur et la misère qu'ils imposent, patrons allemands, américains comme français, n'ont comme seul objectif que de voir leur magot s'accroître.

Alors, il est simplement à espérer que l'indécence de l'étalage de toute cette richesse accumulée finisse par provoquer la révolte des travailleurs, qui trouveront là des raisons supplémentaires de faire vraiment payer tout ce monde de parasites.

Paul SOREL

## Selon que vous serez riches ou pauvres...

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a cinquante ans. Pour son vénérable anniversaire, elle annonce des lendemains de longévité. Dans le demi-siècle à venir nous vivrons toujours plus vieux et en bonne santé. La courbe des centenaires ira en s'accroissant pour atteindre 150 000 dans un pays comme la France.

L'OMS, cette institution dont l'objectif est d'« améliorer et de protéger le bienêtre physique, mental et social de tous les peuples », rapporte que l'espérance de vie a atteint de nouveaux records en 1998 et assure qu'elle dépassera quatre-vingts ans dans vingt-six pays en 2025. À titre de comparaison, elle n'était que de cinquante ans au début de ce siècle.

Mais les populations ne sont pas toutes,

loin de là, logées à la même enseigne. Les écarts entre les pays riches et les pays pauvres sont considérables. La pauvreté reste la première cause de mortalité dans le monde, avec des millions de victimes chaque année. Dans un peu plus de vingtcinq ans, selon les prévisions de l'INSEE et de l'OMS, l'espérance de vie ne sera encore que de 51 ans en Sierra-Leone, de 56 ans en Guinée-Bissau, de 57 ans au Rwanda ou en Afghanistan...

En 1998, un tiers de la population mondiale n'a pas accès aux médicaments essentiels ou aux vaccinations. Le manque de soins génère encore des maladies comme la polio ou la lèpre dans les pays du Tiers Monde. Des maladies comme la rougeole, la grippe ou d'autres infections aisément soignables y font de terribles ravages.

Dans les pays les plus riches, c'est l'hygiène personnelle et alimentaire qui pour-

rait, selon l'institution mondiale, permettre de faire d'une vieillesse sans cesse allongée ce « moment merveilleux ». Mais comment peut-on évoquer l'hygiène sous toutes ses formes pour des populations qui ne peuvent se nourrir et a fortiori se soigner et dont l'eau dont elle disposent est impropre à la consommation? Et même dans les pays les plus industrialisés, des poches de pauvreté existent et ne font que se développer, dans certains quartiers, certaines banlieues, où l'espérance de vie ne dépasse parfois pas celle des pays pauvres.

La médecine a fait de grands progrès, et c'est tant mieux. Mais ces progrès ne peuvent pas tout résoudre. En particulier ils ne peuvent pas supprimer les différences sociales qui divisent les sociétés entre riches et pauvres; entre ceux qui peuvent se nourrir et se soigner, et ceux qui ne le peuvent pas.





Prix: 10F - Envoi contre 12F en timbres.

### Seine-Saint-Denis LES ENSEIGNANTS TOUJOURS MOBILISÉS

Allègre, ainsi manifestement que quelques dirigeants syndicaux, espéraient sans doute qu'après les mesures annoncées le 30 avril tout rentrerait dans l'ordre. Mais les enseignants de la Seine-Saint-Denis ne le voient pas de cet œil-

Aussi, différentes actions ont été menées. Car les enseignants exigent une seconde rencontre avec Allègre pour refaire les comptes en particulier ceux de la rentrée 1998.

Mercredi 6 mai, dans la soirée, enseignants, parents et élèves se sont retrouvés à environ 3 000 pour ceinturer le Stade de France à Saint-Denis dans une immense ronde, et dans une chaleureuse ambiance, montrant par là que la solidarité enseignants-parents restait bien vivante.

Le lendemain, quelques centaines de manifestants retournaient devant le ministère pour exiger cette nouvelle rencontre avec le ministre et, devant une fin de nonrecevoir, ils finirent la soirée par l'occupation symbolique du laboratoire d'Allègre à Jussieu.

Ce jour-là une cinquantaine d'établissements étaient toujours en grève. Mais la discussion menée lors de l'assemblée générale des établissements réunis ce soir-là porta surtout sur la manière de maintenir la pression. Les responsables du SNES, le syndicat majoritaire dans le secondaire, tenaient, cette fois, de manière visible par tous ceux qui estimaient qu'ils n'en étaient pas quittes avec Allègre, des propos démobilisateurs

Cela dit une quinzaine d'établissement restaient décidés à poursuivre la grève. Pour l'immense majorité des participants à l'assemblée, il n'était pas question que les enseignants rentrent dans le

Le lundi 11 mai, une petite centaine d'enseignants interpellaient Ségolène Royal à Neuilly-sur-Marne. Tout en se prétendant ouverte à la discussion, elle refusa d'envisager une seconde rencontre avec les représentants des grévistes, les renvoyant au Rectorat ou à l'Inspection académique. Mais une fois à l'écart du public et des micros, le naturel reprit le dessus : « Vous devriez être au travail et vous occuper des enfants » a-t-elle dit aux enseignants qui l'interpellaient! Mais justement, les enseignants se battent pour l'avenir des enfants. C'est elle, la ministre déléguée à l'Enseignement scolaire, qui devrait faire son travail, avec son collègue Allègre, pour répondre aux légitimes exigences des ensei-

Quelques chefs d'établissements du secteur de Bagnolet-Montreuil, dans une lettre d'allégeance à Allègre, n'ont pas peur d'écrire : «Dans beaucoup d'établissements et notamment dans les lycées où la participation des élèves aux luttes était constamment sollicitée par les enseignants, tous les ferments étaient réunis pour que

se développent des actes de vandalisme et une véritable insurrection». Au problème urgent posé par les enseignants, vient, comme on peut le constater, se greffer celui que pose cette bouffée de paranoïa hallucinatoire dont semblent atteints ces chefs d'établissements.

Dans la foulée, le même jour, alors qu'Allègre recevait les maires de la Seine-Saint-Denis, un groupe de manifestants réussit à pénétrer dans cette forteresse qu'est le ministère et à se faire suffisamment entendre pour perturber quelque temps cette réunion.

De nouvelles initiatives ont été décidées pour la semaine qui vient. «En Seine-Saint-Denis, c'est pas

Stéphane HENIN



### Allègre et les emplois-jeunes

### **NE TOMBONS PAS** DANS SON PIEGE

Parmi les mesures accordées par Claude Allègre aux enseignants en lutte de Seine-Saint-Denis, outre les 800 postes promis à la rentrée 1998, les 1000 autres à la rentrée 1999 et les 1200 annoncés pour la rentrée de 1'an 2000, il y aurait 5 000 emplois-jeunes, non prévus et non demandés par les enseignants, pour on ne sait quand.

Les enseignants réclament autre chose que des emplois précaires. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils ont mis au registre de leurs revendications la titularisation des maîtres-auxiliaires, alors que les gouvernements ne cessent d'en inventer de nouvelles catégories. Ainsi, il existe désormais des vacataires, des intérimaires de l'Éducation nationale en quelque sorte, qui peuvent n'être employés que pour 200 heures.

Nombre de professeurs sont méfiants vis-à-vis de ces emploisjeunes à cause de leur précarité, et aussi parce qu'ils sentent bien que « leur » ministre cherche à noyer le poisson, c'est à dire à escamoter les revendications des enseignants. Les dirigeants syndes jeunes d'entrer dans la vie dicaux appuient dans le même sens. Mais sous couvert de défendre des emplois de titulaires et des salaires correspondants, peuvent pointer des attitudes corporatistes qui, elles, ne vont dans

Bien entendu, on ne sait pas si ces 5 000 emplois jeunes seront effectivement créés ni quand ni pour quoi faire. Mais s'opposer à leur création n'est sans doute pas la meilleure méthode, notamment pour rendre populaire le mouvement auprès de la population laborieuse, auprès des parents et de leurs enfants.

On peut certes dire, qu'il ne faut pas d'emplois-jeunes, ou pas d'embauche de non-titulaires, mais des embauches sous statut. Mais n'est-ce pas apparaître comme voulant restreindre les possibilités pour des jeunes d'accéder à un emploi, même si ces possibilités sont notoirement insuffisantes, à la fois en nombre, en stabilité et en salaire? N'estce pas concrètement sembler fermer la porte à la possibilité pour

active, alors qu'ils en sont écartés?

Il y a une autre façon de détourner la proposition dilatoire d'Allègre et de le prendre à son propre piège. C'est de dire « chiche ». Nous sommes preneurs de ces 5 000 postes d'emplois-jeunes, en plus bien évidemment des 5000 postes nécessaires - une nécessité admise par le ministère de l'Éducation nationale. Et ce serait ensuite aux enseignants d'aider ces jeunes à se qualifier, mais surtout d'aider à leur intégration dans l'enseignement, en luttant avec eux pour qu'ils soient à l'égal de tous dans le métier.

En agissant de la sorte les parents, les élèves, et une partie une bien trop petite partie c'est vrai – des jeunes à la recherche d'un emploi seraient gagnants, sans que les enseignants qui se battent pour améliorer les conditions d'accueil dans les établissements soient perdants.

Aline RETESSE

### CONTAMINÉS PAR LE PROFIT

Une note secrète, dévoilée dans la presse, a révélé que des containers et des wagons, transportant des déchets nucléaires par rail vers La Hague, étaient contaminés par des poussières radioactives. Le niveau de radioactivité pouvait dépasser des centaines de fois la norme en vigueur, soumettant ainsi à un danger d'irradiation le personnel intervenant sur ces convois.

Le comble, c'est que toutes les sociétés impliquées, dont EDF et la COGE-MA, étaient parfaitement au courant depuis des années, mais ont fait comme si de rien n'était. Depuis, les uns comme les autres cherchent à minimiser le problème, dissertant sur les méthodes de mesures qui seraient imprécises.

Ce n'est, bien sûr, pas la première fois que l'industrie nucléaire est ainsi mise en cause dans des affaires de pollution. L'été dernier par exemple, avait éclaté l'affaire des rejets radioactifs en

mer effectués par l'usine de retraitement de La Hague.

Chaque fois se manifeste la même irresponsabilité de toutes ces sociétés, pour qui la sécurité des employés et des populations passe après leur sacro-saint profit. Construire au rabais en économisant jusqu'au moindre boulon, transporter au prix le plus bas possible, c'est la norme dans ce système. Bien sûr, dans certains domaines et surtout dans certains pays riches, une législation existe, censée les contraindre à respecter l'environnement et les individus. Mais l'opacité qui couvre leurs opérations, et qui prouve que des choix peu avouables sont faits, leur permet de multiples détournements.

Alors il ne suffit pas, comme le fait la ministre Verte Voynet, de regretter l'absence de transparence. Il faut être prêt à l'imposer, et d'ailleurs dans tous les domaines.

P. B.

### Dans les entreprises

#### **SNCF**

À la SNCF, le mercredi 13 mai, les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, Sud-Rail et CFTC ont appelé à une journée de grève, «une journée nationale d'action, avec arrêts de travail et initiatives diverses décidées au niveau local et régional », précise la CGT.

Les raisons de cette journée ne manquent pas. Mais avant même la réduction du temps de travail (qui ne se conçoit pas sans embauche), c'est principalement sur les effectifs et les salaires que les cheminots sont appelés à débrayer. Cela suffirait à faire que cette journée soit bien suivie tant la politique actuelle de la direction de la SNCF, sous la tutelle du ministre communiste des Transports, Jean-Claude Gayssot, se poursuit imperturbablement au détriment des conditions de travail, d'emploi et de salaires de tous les cheminots, qu'ils soient travailleurs roulants ou sédentaires, et qu'ils bénéficient ou pas du statut SNCF.

Louis Gallois, président de l'entreprise, ne cesse de se glorifier du bilan approuvé par le conseil d'administration du 22 avril dernier. Tout irait désormais pour le mieux avec un trafic en hausse et des recettes à l'avenant. L'amélioration générale de la situation financière de la SNCF s'exprimerait par un bilan, pour l'année 1997, certes encore en déficit mais seulement de 959 millions de francs, alors qu'il l'était de plus de 15 milliards en 1996. Il faut donc continuer dans cette voie, répète à satiété la direction, qui se fixe pour objectif de réduire le déficit à 528 millions d'ici la fin de l'année et de La journée du 13 mai

## POUR DES EMBAUCHES ET LES SALAIRES!

revenir à l'équilibre en 1999, ments et, par exemple, a reculé grâce en particulier à «l'amélioration de l'efficacité interne de l'entreprise », précise Gallois...

Les cheminots sont donc avertis encore et à nouveau que le redressement actuel des comptes de la SNCF ne se soldera pour eux par rien de positif, mais qu'au contraire il leur faudra accepter des conditions toujours dégradées. Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

En matière d'effectifs, la direction se félicite du fait que, d'ici la fin de l'année, elle aura embauché 5200 nouveaux travailleurs. Mais il n'empêche que l'effectif global des cheminots aura baissé de 1000. Certes, il s'agit là d'une baisse inférieure à celle de 1997 (1500 cheminots en moins) mais une baisse quand même. Et de moindre baisse en moindre baisse, année après année, ce sont des milliers d'emplois qui disparaissent. Les départs en retraite sont loin d'être tous compensés par des embauches, tandis que les emplois précaires sont en train de se déve-

Cette baisse des effectifs pèse dans bien des secteurs, qu'il s'agisse des agents de conduite, confrontés à des horaires et des roulements impossibles, ou de travailleurs des chantiers et des ateliers auxquels sont imposées parfois des conditions limites de sécurité.

Car il n'y a pas de miracle. Le bilan financier de la SNCF s'améliore parce qu'elle fait des économies, réduit ses investissejusqu'en 2002 certaines commandes de matériel. Mais il s'améliore aussi parce qu'il y a une augmentation du trafic, qui engendre nécessairement un accroissement des tâches alors qu'il y a de moins en moins de cheminots pour les faire. Le trafic d'Eurostar a augmenté de 20 % entre mars 1997 et mars 1998 (et ses recettes de 71 %!), celui de l'ensemble des TGV, de 9,4%, avec des pointes pour certains à 24 et 26 % et les recettes probablement ont suivi la progression. La quantité de travail

aussi a augmenté, à tous les étages : aux guichets, aux ateliers d'entretien, à la conduite, au contrôle, etc. Mais le nombre de cheminots, lui, non seulement n'a pas suivi l'augmentation de la charge de travail, il a diminué! Et cela est scandaleux.

La nécessité d'embaucher, et d'embaucher largement, apparaît à bien des cheminots comme une urgence, d'autant plus évidente que tous connaissent dans leur famille ou parmi leurs proches un ou plusieurs chômeurs.

Quant aux salaires, le compte est encore plus rapide, les augmentations se réduisant à quasiment rien, même pas 1 % pour toute cette année!

Au moment où les dirigeants de la SNCF vantent l'amélioration des résultats financiers de l'entreprise, les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter que cela se fasse à leurs dépens. En revanche, ils avaient toutes les raisons de faire de cette journée de grève du 13 mai un succès et un avertissement à Gallois, Gayssot et, derrière eux, au gouvernement.

Lucienne PLAIN



### « DECOUVERTE » PAR DEVANT, MAUVAISES SURPRISES PAR DERRIÈRE

d'annees, la SNCF réduit les effectifs à raison de 5000 par an en moyenne. Depuis une quinzaine d'années, elle multiplie les embauches de contractuels (contrats à durée déterminée ou indéterminée), c'est-àdire de travailleurs qui ne bénéficient pas du statut de cheminots, particulièrement pour la vente aux guichets

Évidemment la SNCF en tire profit : des salaires inférieurs, des garanties

Depuis des dizaines d'évolution salariale et une quelque sorte une super- pressée par le temps et les camarades contractuels ont couverture sociale inférieures. Depuis un an environ, on a pu constater dans bien des gares, sinon toutes, que l'embauche directement au statut, pour la vente, ne se faisait plus du tout. Contrairement à ce qui est la règle pour les cheminots des postes d'aiguillage, les contrôleurs ou les agents de conduite.

> Pour rentrer aux chemins de fer, il faudrait donc accepter d'abord un contrat limité. En cas d'échec ce peut être le licenciement, ou la fin de contrat en cas de CDD. La SNCF impose en

période d'essai, qui peut économies, la SNCF s'est durer jusqu'à deux ans, à mise à faire des contrats du bas prix pour elle. C'est type 35 heures plus 4 heures d'autant plus scandaleux que le statut prévoit déjà un an d'essai, mais avec l'obligation de formation en selon ses propres critères. école et le bénéfice des Considérant que cette situaacquis de tous les chemi- tion est une tromperie, pour nots. Bien sûr les candidats ne pas dire plus, des militants sont souvent contents syndicaux ont décidé qu'il d'avoir trouvé un emploi, ils ne voient d'ailleurs a priori aucune différence entre un CDI et le statut cheminot, d'autant que personne ne l'occasion de voir combien leur en parle clairement.

Sur la zone des gares de Juvisy-Brétigny-Rungis,

pour des postes à 39 heures. De faux contrats à 35 heures sur de vrais postes au statut, fallait que la SNCF régularise la situation des nouveaux embauchés. Ces derniers ont été consultés, ce qui a été ils étaient abusés. Une fois éclairés sur la situation, malgré leur position fragile, ces

soutenu la demande. La SNCF, après bien des menaces et interventions, et craignant sans doute de se retrouver devant les tribunaux et l'action des cheminots, a donc décidé de les régulariser en 1998 et 1999, avec promesse qu'on ne l'y reprendrait plus. Ainsi, c'est plus d'une trentaine de jeunes dont la situation sera régularisée.

Comme ce sont des centaines, voire des milliers, à la SNCF qui ont ainsi été grugés, il y a matière à agir!

Correspondant LO

### Dans les entreprises

SNCF Gare de Lyon (Paris)

### **TROIS JOURS** DE GREVE **AUX GUICHETS**

A la Gare de Lyon, depuis un certain temps, le ras-le-bol régnait au niveau des guichetiers chargés de vendre les billets et réservations SNCF. En effet, tous les ans à la même époque, il y a davantage de travail à cause d'une augmentation de la demande des voyageurs qui préparent leurs vacances. Et cette année, le phénomène s'est accentué du fait des nouvelles mesures tarifaires annoncées à grand renfort de publicité par la SNCF. Le problème c'est que la SNCF n'a pas prévu d'augmenter les effectifs. Résultat, côté voyageurs, les files d'attente s'allongent devant les guichets et, côté cheminots, les crises d'énervement augmentent derrière les guichets. Du fait des mauvaises conditions de travail.

Un exemple de cette situation : la SNCF avait décidé qu'à partir du 5 mai, 1'« Espace Voyage » (exbureau des renseignements et réservations de la gare) devait avoir une plus grande amplitude d'ouverture et être ouvert jusqu'à 21 heures 30 au lieu de 20 heures tout cela avec le même effectif. Mais ce 5 mai fut aussi la date choisie par les syndicats CGT et SUD, devant le mutisme de la direction, pour déposer un préavis de grève.

Ainsi le 5 mai, dès 13 heures, les guichets des trois différents services des ventes ont fermé en même temps. Et c'est à plus de 80 cheminots que nous nous nous sommes retrouvés en assemblée générale pour aller cheminots, cela a été la preinterpeller la direction.

Le directeur a lâché quatre postes, expliquant qu'il ne peut faire plus. « Quatre postes », il faut s'entendre. Il s'agit surtout de nous affecter provisoirement en renfort des membres du personnel en formation ou n'ayant pas encore de postes désignés. Pas de véritables créations d'emplois. Les cheminots, voyant les choses autrement, ont reconduit la grève en AG.

Le lendemain, les guichets sont restés clos et les hautparleurs invitaient les voyageurs à acheter leur billet auprès des contrôleurs. Une

délégation fut reçue par le patron, celui-ci lâchant alors quatre postes en renfort supplémentaires. Les grévistes estimant qu'il pouvait faire plus, qu'il manquait encore deux postes ont reconduit pour la deuxième fois la

La mobilisation ne faiblissant pas, la direction a été obligée de lâcher encore un poste et de faire d'autres promesses aux grévistes. La reprise du travail a été votée pour le jeudi 7 mai à 13 heures. Au bilan, c'est 8 postes de renfort en plus, pour la période d'été, que la direction n'aurait pas cédés sans l'intervention des gré-

Pour de nombreux jeunes mière expérience en matière de grève. Une bonne. Car voir céder une direction arrogante, même si elle n'a lâché que des renforts provisoires pour l'été, fait quand même plaisir.

Personne ne se fait d'illusion et tous restons convaincus qu'il faudra vérifier au cours de l'été que les postes obtenus par la grève soient réellement tenus. En outre, il faudra surtout contraindre la direction à embaucher, bien plus qu'elle ne le fait, des jeunes cheminots.

Correspondant LO



### TOUS BIEN D'ACCORD... **CONTRE NOS EMPLOIS**

Si les politiciens et la presse économique s'évertuent depuis quelques jours à dire que le règlement du dossier du Crédit Lyonnais est en bonne voie, c'est bien sûr sans prendre du tout en compte l'avenir du personnel de la banque.

Il y a quelques semaines, des proches de Van Miert, le commissaire européen à la concurrence, qui traite le dossier à Bruxelles, évoquaient une possible mise en faillite du Crédit Lyonnais.

Le gouvernement français a protesté (en façade en tout cas). Peyrelevade, le PDG du CL, a protesté (puis renoncé à une conférence de presse, prétendument pour ne pas mettre d'huile sur le feu).

Les responsables nationaux des syndicats ont protesté aussi. Leurs intentions étaient sans doute diverses, mais finalement allaient dans le même sens. Le SNB (CGC), très complice de Peyrelevade, dénonçait fortement Van Miert. La CGT et la CFDT trouvaient sans doute là une bonne occasion de tenter de dédouaner le gouvernement de gauche. FO voulait « sauver le CL » et la CFTC suivait. Cette belle unité était sans doute en partie motivée par la proximité des élections professionnelles. Toujours est-il qu'une « montée à Bruxelles » a été organisée par l'intersyndicale nationale du CL. Elle a

réuni 4000 participants, venus de tout le pays.

Tout le monde n'approuvait pas l'orientation donnée à cette manifestation, puisque la section FO du CL Paris y a participé, tout en dénonçant par tract, ainsi qu'avec des slogans, la responsabilité directe du gouvernement français et de la direction du CL dans les attaques contre nos emplois.

Nous étions 42 000 à l'effectif du CL France en 1988, nous sommes 32 000 en 1998. Et ce n'est pas fini : la direction a annoncé que les bénéfices de 1997 étaient dus pour l'essentiel aux suppressions d'emplois, et que « pour améliorer la viabilité de la banque», d'autres suppressions suivront.

À la sortie de leur entrevue avec le directeur de cabinet de Van Miert, les responsables syndicaux nationaux ont d'ailleurs dû reconnaître que désormais, c'est à Paris que nous devrons défendre nos emplois.

Il faut dire que désigner comme adversaire principal la Commission européenne tenait de la démagogie pure et simple, et ne tenait pas la route longtemps. En effet le gouvernement français compte deux représentants à la Commission, qui est l'émanation des États membres de l'Union européenne. Il n'a pas fallu longtemps pour vérifier que, malgré les bravades et les effets médiatiques des uns et des autres, la Commission, le gouvernement et les banquiers étaient bien sur la même longueur d'onde.

En l'espace de quelques jours, Strauss-Kahn (avec qui Peyrelevade aime à répéter qu'il est d'accord pour le traitement du dossier CL) et Van Miert sont tombés d'accord sur l'essentiel : le CL devra vendre 620 milliards d'actifs: ses filiales européennes, des activités aux USA et en Asie. En outre, l'accord prévoirait la fermeture de plusieurs dizaines d'agences en France.

En échange de ce ralliement aux conditions posées par la Commission européenne, le gouvernement français aurait obtenu le droit de mener la privatisation du CL à sa guise, à condition de la réaliser avant octobre 1999.

De garanties pour le personnel, il n'en a pas été question. De toute façon, tous ces messieurs sont, depuis le début de la « crise du CL », entièrement d'accord pour ne pas faire payer les responsables et les bénéficiaires de cette immense gabegie financière. L'addition, ils la présentent au contribuable et au personnel.

Dans les services, l'inquiétude le dispute à l'indignation. En réalité, nous ne pourrons préserver nos emplois qu'en engageant avec la direction de la banque et le gouvernement une épreuve de force à la hauteur des menaces qui pèsent sur nous.

La journée d'action du 19 mai prochain, qui comporte une manifestation de la place de l'Opéra à Matignon, peut constituer une occasion pour préparer notre contre-offensive.

**Correspondant LO** 

### Dans les entreprises

Peugeot Poissy (Yvelines)

## LA FLEXIBILITE SUR LE DOS DES OUVRIERS

Chez PSA Peugeot-Citroën, les ventes ont augmenté de près de 14%, si on compare les quatre premiers mois de l'année à ceux de l'année dernière. Mais, à la production, les effectifs ne cessent pas de diminuer (4000 suppressions de postes sont en cours en 1998 à l'échelle du groupe) et cela se traduit par des charges de travail plus lourdes, auxquelles il faut ajouter maintenant des montées en cadence.

À Poissy, où l'on fabrique surtout des 306, la production a augmenté de 30 voitures par jour, 15 par équipe à compter du 4 mai. L'objectif annoncé par la direction en CE est de 9800 voitures supplémentaires avant le 31 juillet.

En avant toute donc, dit le patron. Mais dans quelles conditions? En un an, sur l'usine, les effectifs ont été réduits de 600 travailleurs. Alors, non seulement

ca tourne plus vite à moins nombreux, mais désormais, ça tourne aussi plus longtemps : sept journées supplémentaires de travail ont été annoncées au total sur les deux équipes. Aux Presses, la direction en rajoute même. Elle impose ses horaires de travail les jours fériés et supprime les ponts à l'Ascension et au 14 juillet.

Autre mesure annoncée : le report des congés annuels d'une semaine, du 24 au 31 juillet. Nombreux sont les travailleurs

qui ont déjà pris des dispositions pour le 24. Sans doute la direction acceptera-t-elle des dérogations. Elle dit qu'elle étudiera les demandes individuelles formulées avant le 15 mai. Mais l'important pour elle est de faire entrer dans les crânes qu'elle peut organiser la production selon son bon plaisir et que notre vie passe

Avec ce genre de décisions, la direction sait qu'elle fait monter d'un cran le mécontentement dans l'usine. Elle se croit quitte



avec le recrutement annoncé de 70 intérimaires en production. Mais cela est bien trop peu, et choquant. Depuis la fin de la semaine en horaire de 4 fois 10 heures en 1993, plusieurs centaines de postes sont supprimés chaque année, accroissant toujours plus la charge de travail de ceux qui restent. Et maintenant qu'on nous dit que ça repart, la direction nous impose encore plus de charge de travail. Elle ne prendra des intérimaires que là où elle ne peut pas faire autrement, tout en se gardant la possibilité de les renvoyer aux vacances.

«Faut pas jouer avec le personnel», titre le syndicat maison CSL dans l'un de ses tracts, à propos des congés annuels repoussés. La CSL joue peut-être, mais la direction, elle, ne joue certainement pas. C'est une guerre qu'elle mène contre les travailleurs, cherchant à exploiter et tirer le maximum de profits de notre travail.

Le seul objectif de Folz, le PDG du groupe, est d'assurer la prospérité des riches actionnaires de PSA. Mais rien ne justifie qu'on se crève au travail pour eux. Et c'est la logique de leur système qu'il faut casser, pas notre vie.

**Correspondant LO** 

### Rhône-Poulenc

Pont-de-Claix (Isère)

### **PAYER DES AMENDES** PLUTÔT QU'EMBAUCHER

Depuis la signature avec le if y avait un déficit d'embauche patronat d'un accord interprofessionnel (nommé ARPE), les travailleurs âgés de 58 ans et ayant cotisé pendant quarante ans ont la possibilité d'arrêter de travailler. L'accord stipule qu'il y a obligation pour les patrons d'embaucher dans les trois mois un travailleur pour chaque départ, sinon ils devront payer une amende jusqu'à ce qu'il y ait eu effectivement embauche.

A Rhône-Poulenc Pont-de-Claix, la direction n'a pas rempli cette obligation et elle a donc payé des pénalités. Pour l'année 1997,

équivalant à 14,5 travailleurs à temps plein, ce qui l'a condamnée à 1,155 million de francs de pénalité. À l'échelle du groupe, les départs n'ont été compensés en 1997 qu'à 57%!

Choisir de payer des amendes plutôt que d'embaucher des travailleurs au chômage, voilà la politique menée par Rhône-Poulenc. L'économie capitaliste se résume souvent à une gabegie, imbécile et odieuse.

Correspondant LO

### Sollac Montataire (Oise)

### MER DE PDG

Dans le groupe Usinor, cela fait plus de deux mois que les négociations sur l'augmentation générale des salaires piétinent. La direction du groupe refuse toute augmentation de salaires dite générale. De plus, les primes baissent au total sur l'année de 1 280 F par rapport à 1997. La seule chose que la direction se dit prête à accorder, c'est environ 1,5 % de plus, mais individuellement et à la tête du client.

Devant tous les syndicats qui lui faisaient remarquer que cette position était scandaleuse et provocatrice, vu la hausse de 37 % des bénéfices en 1997, le PDG Francis Mer a déclaré qu'il ne pouvait pas «dilapider l'argent en augmentations des salaires pour le personnel» car «il faut économiser pour

Ces propos méprisants et cette arrogance de toute la direction générale ne sont pas restés sans réponse. À l'appel des syndicats, des débrayages ont été organisés dans le groupe, et bien des travailleurs se sont saisis de l'occasion pour montrer leur colère. Sur le site de Montataire, il y a quinze jours, un premier débrayage d'une heure en fin de poste a regroupé 20 % du personnel, sur un effectif de 1370 personnes. Mais dans les ateliers de production, qui regroupent 700 personnes, il y a eu de 50 à 55 % de

Le mercredi 6 mai, une nouvelle fois il y eut 25 % de grévistes aux deux heures d'arrêt de travail proposées à Montataire et dans tout le groupe. Sur une ligne, les travailleurs de deux équipes ont même décidé d'arrêter de 10 heures à 17

La revendication de 1,8 % d'augmentation mise en avant par les organisations syndicales est bien sûr ressentie par une partie du personnel de Montataire comme très limitée. Mais, au-delà de cette revendication, les travailleurs ont

surtout tenu à montrer ce qu'ils pensaient du mépris des dirigeants, ceux du groupe comme ceux de l'usine de Montataire.

Correspondant LO

#### Les bonnes affaires de Renault

En un an, le chiffre d'affaires de Renault a augmenté de 24,2 %, pour atteindre 58,6 milliards de francs au premier trimestre, en nombre de véhicules, les ventes totales de Renault ont grimpé de 17,25 % dans le monde et de 17,5 % en Europe de l'Ouest. Les ventes de camions, d'autocars et de bus ont crû de 44,7 % en Europe et de 33,5 % aux Etats-Unis. Bref, tous les indicateurs sont au vert, comme disent les spécialistes en économie.

Mais pour les travailleurs il y a un revers à cette médaille. Renault produit toujours plus avec un nombre d'ouvriers toujours moindre. Une usine a été fermée, celle de Vilvorde en Belgique. En France la direction prévoit 2700 suppressions de postes. Le résultat : plus de travail et de fatigue pour les uns, plus de profits pour les autres.

Alors, n'est-il pas temps d'inverser cette folle logique, en interdisant à de telles entreprises, dont le chiffre d'affaires et les bénéfices sont évidemment en expansion, de supprimer des emplois?

#### **ERRATUM**

L'article sur Renault-Choisy, intitulé « Des bénéfices qui ne sortent pas du néant» (LO N°1555 du 1er mai 1998), commençait par une phrase ambigüe qui laissait entendre que Renault aurait remboursé plusieurs dizaines de milliards de francs de dettes en 1997. En fait, l'endettement financier de Renault est passé de 30 à 2,1 milliards de francs entre 1988 et 1997, avec des années records comme en 1994 où il passa de -7.85 milliards à +1.46 milliard.

Avec la fermeture de Vilvorde et les provisions prévues par la direction en 1996, l'endettement était alors de 9,38 milliards. En 1997, il est passé à 2,1 milliards. C'est dire qu'aux 5,4 milliards de bénéfices nets pour 1997 il faut ajouter les 7,28 milliards de désendettement. Cela représente, pour l'année 1997, un bénéfice avoué de 12,68 milliards de francs.

### Anniversaire

#### On peut à peine plus échapper à l'évocation de Mai 68 qu'aux commentaires relatifs au prochain Mondial de football. A l'occasion du trentième anniversaire de l'événement, nombre d'anciens combattants de la cohorte des sociologues, des journalistes et des politiciens parvenus étalent leurs souvenirs comme autant de médailles en papier ou en images.

Mais moins que des défaillances de mémoire, la façon dont les événements de Mai 68 sont présentés traduit le positionnement social et politique de ces commentateurs. Ainsi, exemple puisé dans ce bêtisier sans fond, cette appréciation de Laurent Joffrin, l'actuel rédacteur en chef du quotidien Libération qui explique, sans rire, dans le livre qu'il vient de publier sur Mai 68, que les anciens soixante-huitards qui se sont douillettement intégrés au système, les ex-maoïstes comme son patron Serge July, où encore Geismar, où les ex-trotskystes Julien Dray, Henri Weber, ou Jean-Christophe Cambadelis, aujourd'hui députés et sénateur PS, n'ont pas tour-

### Lunettes déformantes et hypocrisie

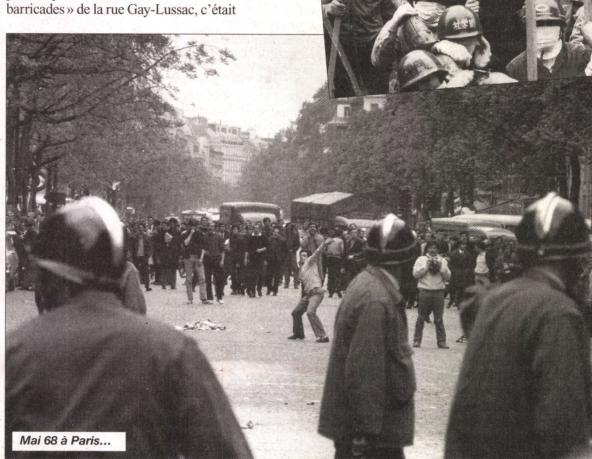
né leur veste, puisqu'ils sont « restés de

Autre exemple, tiré cette fois des feuilletons que publie chaque jour Le Monde. Michel Lebris y explique que, pour lui «Mai 68 était le premier mouvement anticommuniste de masse dont l'onde de choc se poursuit dans la chute du mur de Berlin... ». Oubliées, les manifs fleuries de drapeaux rouges, dans lesquelles on chantait de nouveau L'Internationale, interdite jusqu'alors par le PCF qui y imposait La Marseillaise. Occultée, l'insurrection ouvrière hongroise de 1956, qui précéda de 12 années les révoltes pubertaires de ce dirigeant, aux côtés de Geismar, de La Cause du peuple maoiste.

Il est bien difficile, dans ce florilège, de décerner la palme de la falsification rétrospective, mais les dirigeants de la CGT, Georges Séguy, Henri Krasucki, Louis Viannet, tiennent la corde. Sans pudeur, ils ont allés tenir meeting à Nantes, pour commémorer la première occupation d'usine, à l'usine Aérospatiale de Bouguenais, qui s'appelait alors Sud-Aviation. Ils escamotent, sans la moindre gêne, le fait que les

## MAI 68 À LA MODE D'AUJOURD'HUI

syndicats, et en premier lieu le principal d'entre eux, la CGT freinaient des quatre fers et faisaient barrage pour empêcher que le mouvement touchant la jeunesse étudiante fasse contagion dans la classe ouvrière. Et lorsqu'ils appelèrent, après des heures d'hésitation, à une journée de grève générale pour le lundi 13 mai 1968, en réponse à l'émotion provoquée par la répression lors de la nuit dite « des barricades » de la rue Gay-Lussac, c'était



avec l'intention ouverte de reprendre la situation en main.

Et si au lendemain de cette journée du 13 mai, le travail ne reprit pas à l'usine Sud-Aviation à Bouguenais, dans la banlieue de Nantes ce ne fut pas à l'initiative de la direction de la CGT, ni même de ses militants locaux, mais à l'initiative de militants trotskystes du PCI lambertistes qui dirigeaient le syndicat FO de l'entreprise. D'ailleurs cette première grève ne fit l'objet que d'un discret entrefilet dans *L'Humanité* du lendemain.

### Une dimension internationale

Par-delà cet aspect, constatons que la plupart des commentateurs ne présentent que l'aspect franco-français, omettant de faire état de sa dimension internationale.

En 1968, dans de nombreux pays, dans des contextes différents, la jeunesse étudiante manifestait un peu partout, en premier lieu contre cette terrifiante guerre menée contre le peuple vietnamien qui depuis déjà sept ans affrontait l'impérialisme américain et sa machine militaire. C'est au Japon que le mouvement de protestation prenait le tour le plus radical. Il faut dire que le Vietnam était proche, et que les sentiments antiaméricains, depuis Hiroshima et Nagasaki, étaient puissants. La protestation dirigée par un mouvement étudiant d'extrême gauche, le Zengakuren, s'opposait à la politique du gouvernement japonais, prêt à collaborer avec les États-Unis. En janvier 1968, faisant suite à plusieurs autres manifestations fin 1967, une manifestation devant la base navale de Sasebo pour empêcher l'arrivée du porte-avion américain Enterprise avait fait 400 blessés.

Ce mouvement contre la guerre du Vietnam touchait de nombreux pays, des États-Unis à l'Espagne et l'Italie, l'Égypte et l'Algérie. Les 18 et 19 février, à Berlin, se déroulèrent deux journées internationales contre la guerre du Vietnam, à l'appel de l'organisation socialiste étudiante SDS. Le gouvernement avait décidé d'interdire cette manifesta-

tion, mais devant le raz-de-marée des délégations venues de tous les pays, et devant l'ampleur du mouvement en Allemagne, il avait fini par l'autoriser.

Sur un autre plan et avec des enjeux bien différents, c'est aussi en 1968, en août cette fois, que des événements dramatiques se déroulèrent en Tchécoslovaquie: l'URSS y envoya ses chars pour arrêter un mouvement qui disait vouloir conjuguer socialisme et liberté. En octobre enfin, au Mexique, le mouvement étudiant dut affronter une répression féroce, l'armée tirant dans la foule, faisant 200 morts.

1968 fut un moment d'espoir, d'un espoir contagieux pour toute une partie de la jeunesse mondiale, un espoir qui à un certain moment toucha la classe ouvrière. Malheureusement les appareils politiques et syndicaux surent faire ce qu'il fallait pour que le système politique des différents pays en sorte sans dommage.

Trente ans plus tard, il est édifiant de voir célébrer cet anniversaire par ceux-là mêmes qui ont contribué à enterrer l'espoir né en 1968, voire par leurs successeurs, fussent-ils eux-mêmes d'anciens soixante-huitards depuis longtemps bien rangés des voitures.

Roger PÉRIER

#### LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues :

- Capitalisme et immigration (N° 74 Exposé du Cercle Léon Trotsky du 3 octobre 1997)
- **80**<sup>e</sup> **anniversaire de la révolution russe** : Actualité du communisme face à la mondialisation capitaliste (N° 75 Meeting avec Arlette Laguiller le 7 novembre 1997)
- Le peuple algérien face à la barbarie islamiste et à la dictature des militaires : les responsabilités de l'impérialisme français (N° 76 exposé du Cercle Léon Trotsky du 12 décembre 1997)
- Pouvoir central, pouvoirs régionaux et locaux... et contrôle populaire (N° 77 – exposé du Cercle Léon Trotsky du 30 janvier 1998)

Prix: 10 F — Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

## débattre, de discuter des perspectives et de tout ce qui serait nécessaire, Dans moins de trois semaines, la fête de Lutte Ouvrière se

**ACHETEZ VITE VOTRE** CARTE D'ENTRÉE

La carte d'entrée coûte 70 F sur place pour les trois jours (et 60 F pour une seule journée). Mais si vous l'achetez à l'avance auprès de nos militants ou en écrivant à l'adresse de notre journal, vous la paierez 45 F seulement. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

20 % de réduction avec les bons d'achat que vous achetez à l'avance

Si vous achetez à l'avance, auprès de nos militants ou en nous écrivant, des bons d'achat vendus 8 F, ils vous donneront un pouvoir d'achat de 10 F dans la fête. A ne pas manquer!

Voici l'adresse de notre journal où vous pouvez adresser vos commandes : Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18 Chèques à l'ordre de Lutte Ouvrière

entre autres Samedi 30 mai

Chanson française Dimanche 31 mai **JERICHO** et les Eburneans Aptitude Reggae JO LIQUEUR et ses Bibines Ragga-rock-musette

Les OGRES de BARBACK Chansons réalistes bercées de musiques slaves

**Corine CHEVANS Chansons** électro-acoustiques TIN EXPRESS Rythm'n blues

Lundi 1° juin JIP « Profession glandeur » Chansons électriques Fabrice COLTRO Itinéraires funambules: chansons, jazz, tango...

tiendra à Presles, à une trentaine de kilomètres au nord de Paris, dans un cadre champêtre particulièrement agréable.

Notre fête ne manquera ni d'ambiance chaleureuse ni de fraternité. Elle constitue l'un des grands rassemblements politiques de ce pays puisqu'elle réunit, année après année, plusieurs dizaines de milliers de participants. Elle représente ainsi l'occasion de rencontrer les militants et sympathisants de Lutte Ouvrière, d'échanger en toute liberté, en toute démocratie, comme il est de tradition dans le mouvement ouvrier, idées et expériences.

Elle offre l'opportunité, pour tous ceux qui s'en préoccupent, de

urgent, indispensable pour changer le sort de la population laborieuse, pour changer de fond en comble cette société qui engendre le chômage et la misère, aujourd'hui avec le gouvernement Jospin comme hier avec celui de Juppé, comme avec tous ceux qui l'ont précédé,

Mais la fête, c'est aussi la détente et la joie de se retrouver entre amis, à savourer l'une des multiples spécialités culinaires ou à suivre l'un des nombreux spectacles permanents sur les différents podiums ou dans les allées.

Alors, retenez bien ce long week-end des 30,31 mai et 1er juin, et rendez-vous à la Fête de Lutte Ouvrière!

### Allocutions d'Arlette LAGUILLER

samedi 30 mai à 17 heures, dimanche 31 mai à 15 heures, lundi 1er juin à 15 heures

 Au théâtre de verdure

M-ATOM Pop Rock français **INA KARIAN** 

Samedi 30 mai MADAME DORT Chanson française ISOCARDE - Chansons Le QUARTET BUCCAL Groupe vocal humoristique

Fabien MARTIN'DEELLE

LA CIGUË Groove à textes

Au Cabaret

chansons à textes et à musique

présente « Les tas limites » SYLVIE BOISEL - Chansons espiègles et humoristiques **BLEU CERISE** Chansons bigarrées à l'eau de vie

**ALWANE** chants arabe Dimanche 31 mai CHARLOTTE ETC... Accordéon, chants, clarinettes

**GULF STREAM** Musique irlandaise Lundi 1er juin LA MAGGESE – Chante

« Passio », chants Italiens La compagnie SEMAPHORE présente son spectacle théâtral « Liliane et l'Odyssée »

 Dans les allées de la fête

Jacques THIERREE avec son orgue de Barbarie

DUVAL aussi à l'orgue de Barbarie Les chœurs et la fanfare Droits Devant!

La compagnie JOLIE MOME

A Jazz-City

Samedi 30 mai Alain-Michel JOURDAT TRIO invite Manuel ROCHEMAN Soirée blues : HADDOCK

Dimanche 31 mai **ROUE LIBRE** PARIS JAZZ WORKSHOP avec Thierry Bruneau et Richaud Raux

LES TROUBADOURS DU SWING

Lundi 1er juin Duo de guitares avec Jean-Philippe WINTER TRIO DES JEUNES HÉROS Jean-Paul MILLIER et ses invités LES ARGONAUTES

A la Guinquette

**JEAN-CLAUDE GOMBAULT et** son orchestre fera danser tous les amateurs de musette et de rock rétro

 Au Caf'conc chaque jour

Chansons ouvrières après le discours d'Arlette Laguiller

Bal Musette aux heures des repas et dans la nuit de dimanche à lundi

Karaoké samedi de 15 h à 17 h et de 20 h à 22 h; dimanche de 20 h à 22 h; lundi de 18 h à 20 h.

A la place aux jeunes

Fluo, auteur-interprète, « complice des 3/10 ans », se produira le samedi et le dimanche

#### GRAND POD

#### Samedi 30 mai

SO KALMERY Chanteur zaïrois

VICTOR RACOIN

Spectacle « Ça, c'est d'la musique »

> **Jacques** HIGELIN

dimanche 31 mai

MICHEL BUHLER Chansons

Thomas FERSEN

Auteur-Compositeur-Interprète LOUNES

Chants berbères d'Algérie

Les Yeux Noirs

Musiques tziganes et du monde

#### lundi 1er juin

Valérie AMBROISE

Hommage à Brassens

Marc JOLIVET dans son spectacle « GNOU! » humour

CASSE-PIPE

Chansons noires

#### Deux cinémas permanents:

Les Virtuoses, de Mark Herman 100 % Arabica, de Mahmoud Zemmouri Le camp de Thiaroye, de Sembene Ousmane Marius et Jeannette, de René Guediguian Western, de Manuel Poirier Le Destin, de Yousset Chanine Sous les pieds des femmes, de Rachida Krim L'autre côté de la mer, de Dominique Cabrera

#### **POUR VOUS RENDRE À LA FÊTE**

**Depuis Paris** 

Fête de

Lutte Ouvrière

Arlette LAGUILLER

Presies (Val d'Oise

samedi, dimanche, lundi

30, 31 mai et 1" juin

 Navettes d'autocars gratuits depuis la Porte de La Chapelle et retour (départs toutes les 20 minutes). Le samedi 30 mai de 11 h 15 à 23 h, le dimanche 31 mai de 8 heures à 22 heures et le lundi 1er juin de 8 heures à 20 heures La nuit du dimanche au lundi, service réduit toutes les heures

• Trains payants de la Gare du Nord à la Gare de Presles (à 900 mètres de la fête).

**Depuis la Province** 

• Départs en cars, Samedi 30 mai : ANGERS - 8 heures, place La Rochefoucault BESANCON - 6 heures 30, place Battant BOURGES - 6 heures, parking du

Centre nautique CHATELLERAULT - 7 heures devant la Mairie CHATEAUROUX - 6 heures 30,

parking de « L'Escale » CLERMONT-FERRAND - 7 heures, Gare routière DUNKERQUE - 7 heures 45,

place Bollaert LE MANS - 8 heures, place des Jacobins LILLE - 6 heures, Métro Porte d'Arras 9 heures, Métro Porte d'Arras LIMOGES - 5 heures, parking du Parc des Expositions

LORIENT - 5 heures, Cité Allende LYON - 5 heures 30, devant l'hôtel « le relais Mercure », Avenue Jean XXIII (métro Grange-Blanche)

NANTES - 7 heures, Haluchère ORLEANS - 8 heures, gare SNCF d'Orléans, parking RN20 POITIERS - 6 h 30 aux Arènes REIMS - 7 heures 15, Parking Clairmarais, derrière la Gare SNCF RENNES - 7 heures 30, Cours des Alliés SAINT-NAZAIRE - 6 heures, place de la Gare SAINT-BRIEUC - 6 heures, place de la liberté TOURS - 8 heures, Gare routière VIERZON - 6 heures 30, parking

du Stade R. Barran \* Départs aussi le dimanche 31 mai : LILLE - 7 heures, Métro Porte d'Arras DUNKERQUE - Dimanche 5h 45, place Bollaert

\* Départs en trains, samedi 30 mai : BELFORT - renseignements à la permanence, mercredi 20 et 27 mai de 17h à 18h 30, Brasserie Le Lord, avenue Jean-Jaurès face au marché DIJON - 7 heures 30, hall de départ de la gare GRENOBLE - renseignements à la per-

manence mardi 19 mai de 18 heures à 20 heures, Maison des Associations, Salle 200, rue Berthe-de-Boissieux, ou le samedi de 15 à 16 heures, devant les Galeries Lafayette

METZ - renseignements en téléphonant au 03 87 32 84 61 MONTBELIARD - renseignements à la permanence, les 19, 20, 26 et 27 mai à 17 heures, au café Le Mulhouse. MULHOUSE, renseignements à la

permanence, de 18 heures à 19 heures, les 19, 20, 26 et 27 mai, au téléphone suivant : 03 89 56 28 43 NANCY, renseignements en téléphonant au 03 83 28 49 75 STRASBOURG, renseignements à la permanence, les 22, 26 et 29 mai de 18 à 19 heures, au restaurant de la Hache, 11 rue de la Douane, tél.: 03 88 32 34 32

EN VOITURE Prendre l'autoroute A1 à partir de Paris-Porte de la Chapelle, puis la N1 direction Pierrefitte et Beauvais, jusqu'à Presles. Attention, la circulation est difficile dans Presles, et le stationnement unilatéral est impératif, même le week-end, les autorités faisant procéder à l'enlèvement du véhicule.